Au troisième aspect (lien entre la littérature et les sciences) sont consacrées deux études, l'une sur la place de Lucrèce dans la culture européenne, l'autre sur les rapports entre la littérature et la science à Rome.

Le quatrième aspect (lien entre des couches culturelles différentes) est éclairé par un article sur les emprunts de Goethe au folklore allemand.

Enfin le dernier aspect (lien entre les langues) prend la forme de réflexions sur la traduction, avec notamment une analyse de plusieurs traductions allemandes de Virgile.

Il s'agit donc d'un livre qui mêle littérature comparée et histoire de la réception de l'Antiquité, en empruntant ses exemples à des littératures variées : M. von Albrecht a notamment une très bonne connaissance de la littérature russe. C'est un ouvrage clair, didactique dans le bon sens du mot (chaque article se clôt par une conclusion qui en résume les acquis), où l'on apprend beaucoup. L'auteur de ces lignes a ainsi particulièrement apprécié les pages sur la réception de Catulle ou celles sur le thème du tapis. C'est, en même temps, une belle défense de la littérature ancienne, qui continue à vivre, par l'intertextualité, dans les œuvres modernes. Et si sur tel ou tel point le lecteur, au gré de ses propres centres d'intérêt, trouve le développement un peu court, M. von Albrecht n'a jamais, non plus, prétendu à l'exhaustivité. Ajoutons, enfin, qu'on n'a pas à subir dans ce livre le jargon cher à de nombreux comparatistes, ce qui du reste n'étonne pas de la part de M. von Albrecht, un savant trop connu pour devoir être présenté ici.

Étienne Wolff.

Sciences historiques.

P. Garnsey, *Food and Society in Classical Antiquity*, 'Key Themes in Ancient History' : Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 175 pages (avec Index et Bibliographie).

Cet ouvrage nous propose d'étudier, dans le cadre thématique de la collection, les rapports entre l'alimentation et la société dans l'« antiquité classique ». Le concept est extensif, puisqu'on étend l'enquête, au-delà de la Grèce héroïque et d'une vaste diachronie romaine, au peuple juif et à ses « lois diététiques » (chap. 6, p. 91 s.), à l'Égypte pharaonique et aux « barbares » en général (chap. 5, 'Otherness', p. 62 siècle). La démarche peut se justifier ici, pour marquer les différences de culture alimentaire et culinaire enregistrées par l'historiographie gréco-romaine : encore faudrait-il qu'Hérodote et Tacite fussent interrogés de manière plus systématique (pp. 66-71). La *Germanie* est mal connue. Hérodote est très simplifié, cf. André-Baslez, *Voyager dans l'antiquité*, Paris, 1993, *pass.* D'une manière générale, les « classiques » grecs et latins les plus probants sont sacrifiés aux sources tardives : Athénée, dont l'apport n'est pas méprisable ; Galien ; Porphyre... On note beaucoup d'évasions digressives sur les mondes lointains (p. 84-85), voire sur la cuisine et la gastronomie contemporaines. On ne niera guère que la « malnutrition » du chap. 4 ne s'éclaire par le catalogue des maladies de carence et par les résultats de l'archéologie funéraire, d'Isola Sacra aux nécropoles de Campanie (p. 53-58), mais l'étude de la famine, comme pathologie sociale, avec ses expédients alimentaires (chap. 3, p. 34 s.), déçoit beaucoup, faute d'une exploration consciencieuse

des annalistes latins et de Denys d'Halicarnasse. Dans une recherche qui se veut socio-historique, mais qui souvent substitue à l'enquête minutieuse une anthropologie plaquée (Vernant ; Détienne), on attendrait une étude plus rigoureuse des relations entre l'économie et l'alimentation (chap. 2, p. 23 s. : survol trop rapide des agronomes, qui impliquerait d'opposer plus nettement l'autarcie alimentaire primitive et les circuits mondialisés des subsistances, avec les phénomènes d'évergétisme, bien simplifiés, p. 124-125), et une analyse plus nette de l'opposition sociale des régimes alimentaires : si le recensement des 'humbles diets' chez Athénée ne manque pas d'intérêt (p. 116 s.), pourquoi ne pas expliciter la « grande cuisine » des riches ? Il faudrait mieux connaître Sénèque, notamment les *Lettres*, et la *cena Trimalcionis* ; notons ici qu'entre les deux extrêmes, 'haves and havenots', il existe une alimentation des classes moyennes et des clients (voir la satire et l'épigramme latines). S'il y a d'assez bonnes pages sur le rôle de l'ascétisme philosophique dans les « tabous » (pythagorisme), l'auteur néglige sa réception latine, chez les Sextiens, chez Sénèque, initiateurs d'une *frugalitas* qui tient à la fois de la mode et des préoccupations hygiéniques. Or la critique générale qu'on peut faire à l'ouvrage doit souligner des partis-pris et des déficiences de documentation dans le domaine hygiénique et médical : l'hippocratisme en général, la « diététique » de Celse, si intéressante pour la valeur hygiénique des aliments, notamment de la viande, du poisson et des légumes (*De Medicina*, I), et pour la gestion de l'eau et du vin ; les considérations de Sénèque (lettre XCV, par ex.) et de Pline, *Histoire naturelle* (peu connue malgré de nombreuses références), éclairent les perturbations alimentaires comme maladies de civilisation. L'indigestion des mal nourris, dans l'antiquité classique, la pathologie des « repus », est aussi nette que les conséquences alimentaires du paupérisme. Faut-il ajouter à la liste des insuffisances de l'ouvrage le caractère plus que sommaire des formes alimentaires de la 'luxury' (p. 72-77, *pass.* ; p. 113 s.) ?

Jean-Marie André.

L'information et la mer dans le monde antique, édité par J. Andreau et C. Virlouvet (Collection de l'École française de Rome, 297) : Paris-Rome, 2002, 356 pages.

Pour ne rien dire des ouvrages rédigés dans des langues étrangères, nous relèverons que la production française sur la marine romaine est abondante et de qualité. En ce qui concerne le domaine des affaires navales militaires, il existe un livre récent et synthétique, donc bien complet, celui de M. Reddé (*Mare nostrum*, *BEFAR*, 260, 1986, Paris, 737 p.). Pour la navigation des civils, il est toujours possible d'utiliser la thèse importante mais partielle de J. Rougé (*Recherches sur l'organisation du commerce maritime en Méditerranée sous l'Empire romain*, 1966, Paris, 541 p.). Ce savant, en choisissant de traiter trois sujets sans grands liens entre eux, a laissé à ses successeurs beaucoup de place pour d'autres recherches. Aussi, pour faire du neuf, il fallait choisir un thème précis ; c'est, très logiquement, ce qu'ont fait J. Andreau et C. Virlouvet, qui ont rassemblé une série d'études rédigées par divers chercheurs sur un thème unique et nouveau, très à la mode, la communication, en d'autres termes la diffusion des nouvelles. Il n'est pas difficile de poser les questions auxquelles le lecteur attend des réponses : Quelles nouvelles ? Par quels moyens étaient-elles diffusées ? À quelle vitesse ?

Première remarque générale, l'ouvrage nous impose de partir d'une constatation essentielle : l'information dans l'Antiquité est l'exception, l'ignorance est la

règle (J. Andreau, p. 4). Bien entendu, elle se répandait en quantité inversement proportionnelle à la distance qu'elle devait parcourir. À court rayon, les nouvelles circulaient assez bien et le forum jouait un rôle essentiel : lieu d'affichage et de discussion, il attirait tous les hommes de la cité. Sur de plus longues distances, la diffusion devenait plus aléatoire. Rappelons un exemple significatif : l'arrivée au pouvoir de Pertinax ne fut connue à Alexandrie que 65 jours après l'événement (S. Crogier, p. 58). Deuxième remarque générale, l'importance respective des moyens de communication différait sensiblement de ce qui est en usage de nos jours. L'écrit, l'affichage, jouait un rôle non négligeable dans les villes (L. Migeotte, p. 23-29), mais il devait être conforté par le recours à l'oral (et inversement). Pourtant, en ce qui concerne les informations orales, les anciens se méfiaient des voyageurs ; ils éprouvaient des sentiments plutôt hostiles à l'égard des gens qui se déplaçaient. Enfin, et au total, la diffusion des nouvelles par mer présentait des avantages et des inconvénients.

Quand il s'agit d'histoire romaine, il vaut mieux, souvent, commencer par de l'histoire grecque. Certes, l'époque impériale a été privilégiée dans ce recueil : seuls deux textes sur douze sont entièrement consacrés au monde grec, mais ils sont importants : ils montrent que les mêmes problèmes se posaient dans la *polis* et dans la *ciuitas* (L. Migeotte, déjà cité, et R. Descat). Les rapports entre l'écrit et l'oral d'une part, et le rôle de la mer d'autre part, y sont analysés. Venons-en au monde romain. Le droit, comme on sait, y jouait un grand rôle ; la diffusion du « matériel normatif », suivant l'expression de l'un des auteurs (M. Sargenti, p. 33-55), devait se faire dans des délais aussi brefs que possible ; l'État, par le *cursus publicus* notamment, essayait d'y pourvoir. La guerre, comme on sait aussi, était une des occupations favorites des Romains (sur le renseignement militaire en général, on lira le livre de N. J. E. Austin et N. B. Rankov, *Exploratio. Military and political intelligence in the Roman world from the second Punic war to the battle of Andrinopel*, 1995, Londres, XIII-292 p.). Les commandants de flotte avaient leurs propres navires chargés de recueillir le renseignement ; mais ils utilisaient aussi les services de tous les informateurs possibles (Ph. De Souza, p. 69-92). Il n'est pas exclu, au demeurant, qu'ils se soient inspirés des Grecs. Autre problème, le point de vue économique ; c'est le commerce qui est le plus directement concerné par la communication. Et l'annone, l'approvisionnement en blé de Rome par les provinces, qui lui faisait une concurrence déloyale puisqu'elle était gratuite, avait elle aussi besoin d'informations (F. De Romanis, p. 279-298 et E. De Salvo, p. 299-319). L'aspect social du problème est abordé dans une longue et intéressante étude de Y. Rivière sur les esclaves fugitifs (p. 115-196) : les maîtres souhaitaient savoir où ils s'étaient cachés et voulaient les rattraper. Ce texte s'éloigne bien parfois du sujet et les esclaves commencent à constituer un sujet rebattu, mais l'intérêt ne faiblit pas à sa lecture ; ne boudons pas notre plaisir. Finalement, ce sont trois études de sources qui obtiendront une ultime mention : la correspondance de Cicéron avec ses amis, celle de Pline le Jeune avec Trajan et celle de saint Augustin avec l'outre-mer ont donné matière à trois études qui plairont aux amis des belles lettres (S. Pittia, p. 197-217, A. Béranger-Badel, p. 219-231, et É. Paoli-Lafaye, p. 233-259).

Au total, ce bon grand livre présente peut-être les inconvénients de tous les recueils d'articles, une certaine hétérogénéité et des lacunes. Mais le lecteur y trouvera d'abord bien des pages plaisantes, ensuite, ce qui est plus important, des conclusions (placées par J. Andreau en Introduction, p. 1-17), et enfin, sur l'information, des éléments nouveaux. Il sera donc souvent lu et beaucoup utilisé.

Yann Le Bohec.

Dominique Goguey, *Les animaux dans la mentalité romaine* (Collection Latomus, vol. 271) : Bruxelles, 2003, 138 pages.

Les conceptions relatives à l'animal dans l'Antiquité ont suscité, depuis quelques années, une bibliographie abondante. Après les ouvrages de J. Dumont (*Les animaux dans l'Antiquité grecque*, 2001), de G. Lorenz (*Tiere im Leben der alten Kulturen*, 2000) et celui, plus récent, de J. Amat (*Les animaux familiers dans la Rome antique*, 2002), voici une nouvelle étude consacrée à l'animal dans la mentalité romaine, en écho à l'ouvrage déjà ancient d'U. Dierauer (*Tier und Mensch im Denken der Antike. Studien zur Tierpsychologie, Anthropologie und Ethik*, 1977) dont il n'est pas fait mention ici. C'est avec justice que D. Goguey défend un sujet que, par antiphrase, elle qualifie de « mineur », tant le bestiaire antique, sous ses aspects poétique, symbolique ou encore esthétique, est riche de significations, et l'on saura gré à l'auteur d'avoir abordé à peu près toutes les questions concernant les rapports entre hommes et bêtes dans l'Antiquité romaine (on peut penser toutefois, que, dans une étude sur la place de l'animal dans les mentalités, les animaux nuisibles et les croyances magico-religieuses qu'ils véhiculaient auraient mérité mieux que les deux pages qui leur sont consacrées). Un souci d'exhaustivité qui s'accommode pourtant assez mal des dimensions restreintes de l'ouvrage, et dans leur concision extrême, certains passages donnent l'impression d'avoir été abrégés, voire tronqués. Tout aussi succinctes sont les notes qui, privilégiant à bon droit les citations d'auteurs latins, passent cependant sous silence un certain nombre d'ouvrages critiques, notamment les travaux de F. Capponi et de M. Beagon sur la zoologie plinienne ou encore ceux de P. Louis sur Aristote. On eût souhaité un style plus alerte et surtout des développements mieux construits, plutôt que de petits paragraphes dont l'unité est parfois peu perceptible. Plus contestables, sans doute, sont les choix opérés par l'auteur dans l'articulation générale de l'ouvrage, et il eût été préférable d'adopter un plan plus équilibré dans ses parties (I : 35 p. ; II : 63 p. ; III : 14 p.). Dès l'introduction, l'auteur met en place une bipartition qui conditionne l'ensemble de son développement (l'animal et sa fonction utilitaire d'une part, l'animal dans ses rapports à l'homme et au monde d'autre part) mais trouve difficilement sa place dans le plan en trois parties.

La première de ces parties présente, au terme d'un vaste inventaire des différentes fonctions de l'animal (la domestication des animaux de trait ou de labour, la chasse, l'animal de compagnie, la sujétion et l'autonomie de l'animal, etc), une forme de justification, étayée par les conceptions philosophiques, de cette subordination obligée de l'animal à l'homme. L'animal n'est, comme le souligne D. Goguey, que « le simple exécutant d'une tâche programmée par la nature » (p. 28), finalisme prégnant dans la conception stoïcienne de l'univers. Un univers où l'homme occupe la seconde place, juste après les dieux ; on évitera d'ailleurs de traduire, chez Sénèque, l'expression *natura dei* par « nature de *Dieu* » (p. 38). Tout ce développement donne lieu à une analyse approfondie et méthodique des concepts relatifs à l'animal. Ce dernier, quoique dépourvu de raison comme d'esprit d'initiative, reste quand même utile à l'homme, pour le nourrir ou le seconder dans son labeur.

L'« humanité » des bêtes, pourrions-nous dire, semble avoir orienté l'étude tout entière et cet aspect, jusque-là peu étudié, donne lieu à une série de réflexions intéressantes sur les comportements animaux tels qu'ils nous sont représentés à travers la littérature et la pensée antiques ; un éclairage neuf, même si certains développements de l'ouvrage (p. 23-28 et p. 66-87) reprennent, dans une très large mesure, le texte de deux articles déjà publiés par l'auteur. Cette part de sensibilité

— au sens étymologique du terme — qui revient à l'animal, en particulier ce *logos* bien particulier que lui concédaient quelques stoïciens, constitue donc le propos essentiel de la seconde partie de l'ouvrage. D. Goguey s'attache ainsi à mettre en évidence une conception très élaborée, parfois déroutante, de la psychologie animale, dont les poètes et les prosateurs latins, tous genres confondus, se sont faits l'écho. Doués d'une certaine forme d'intelligence, doués d'affectivité, doués d'un langage qui leur est propre, les animaux sont des êtres certes inférieurs à l'homme, mais dignes de communiquer avec lui. C'est donc à travers les relations homme-animal qu'il est le mieux permis d'apprécier cette sagesse et cette raison que des philosophes comme Aristote leur reconnaissent et qui conduisent un Pline l'Ancien à voir dans le comportement particulier de certaines bêtes une forme de religiosité, sorte de parodie des rituels humains. L'auteur évoque ensuite rapidement le processus de la génération spontanée (on ne saurait manquer de rattacher cette théorie aux noms d'Aristote et de Théophraste), avant d'introduire, de façon sans doute un peu abrupte, une réflexion sur la violence envers la gent animale.

La troisième partie est dédiée aux animaux imaginaires et aux métamorphoses animales et l'on s'étonnera peut-être d'y voir figurer les animaux des présages, dans la mesure où cette question relève, non d'une imagerie fabuleuse, mais bien des conceptions religieuses. Il serait risqué de prétendre que « la société gréco-romaine ne situe pas les dieux dans l'espace aérien » (p. 115) ; par ailleurs, les aigles mentionnés par Suétone ne relèvent pas de l'art augural, mais des présages divinatoires. Evoquant le roitelet qui, déchiqueté par d'autres oiseaux, préfigure l'assassinat imminent de César, l'auteur en conclut que « Tout se passe comme si les visées dictatoriales de César étaient à travers l'oiseau du présage moins valorisées que la légitimité impériale » (p. 116). Point ne faudrait pourtant confondre *omina imperii* et *omina mortis* et comparer l'aigle annonciateur de pouvoir au roitelet, pour déduire de la taille de l'oiseau que, ce faisant, les dieux dépréciaient les desseins du grand Jules : si l'oiseau jovien révèle le destin d'exception des empereurs et des *imperatores*, le roitelet — *auis regaliolus*, référence évidente aux aspirations royales (et non dictatoriales) du dictateur — n'est là que pour incarner symboliquement un César condamné par ses ambitions. Dans les dernières pages de l'ouvrage, l'auteur dépasse quelque peu les limites de son sujet en s'interrogeant sur le crédit apporté par le biographe aux présages qu'il rapporte : une question difficile, déjà abordée par nombre de spécialistes (dont aucun n'est cité ici), qu'on ne saurait résoudre en une page et demie, pour conclure que l'usage que fait Suétone des prodiges doit être rapproché de la vision stoïcienne de l'univers (p. 121).

Si l'on voulait poursuivre la réflexion morale et philosophique à laquelle nous invite l'ouvrage de D. Goguey, nous suggérerions un rapprochement très éclairant avec un Latin de langue grecque, Elien de Préneste (traduit par A. Zucker aux Belles Lettres, 2000), qui, prenant ses distances avec la doctrine stoïcienne, propose dans son *De natura animalium* la vision la plus moralisatrice qui soit du monde animal, dont l'exemplarité est riche d'enseignements pour les hommes eux-mêmes.

Caroline Février.

Claudio de Palma, *Il paese dei Tirreni, śerona toveronarom*, Studi 205, Accademia Toscana di Scienze e Lettere « La Colombaria » : Florence, Leo S. Olschki editore, 2003, 194 pages, bibliographie, index, dessins et photographies dans le texte.

Le sous-titre de l'ouvrage fait référence à des mots qui se rencontrent dans l'inscription de la stèle de Lemnos, ce document de la fin du VI^e^ siècle, avec la figure

d'un homme armé d'une lance, qui est le document principal par lequel nous percevons la langue des Tyrrhènes qui habitaient cette île du Nord de l'Égée avant que Miltiade ne les en chassât. La forme *śerona*, il est vrai, n'est pas attestée en tant que telle, mais peut être sûrement établie comme étant la forme de cas-direct correspondant aux formes présentes sur la stèle, *śeronai et śeronaiθ*, pourvues de désinences reconnues comme servant à former des locatifs. Pour l'auteur, cette expression lemnienne aurait le sens de « pays des Tyrrhènes » : il rejoint ainsi, pour *śerona*, la proposition χῶρα qui avait été avancée par J. Heurgon dans l'étude qu'il avait consacrée en 1989 à ce document (« À propos de la stèle de Lemnos », dans *CET*, 2, p. 99-102 ; d'autres propositions ont bien sûr été avancées, y voyant la désignation de la tombe, voire un titre), et suggère de reconnaître dans *toveronarom* le nom des Tyrrhènes, connus dans la tradition littéraire comme étant les habitants indigènes de l'île. C'est d'abord à ce document que s'attache Claudio de Palma. Prenant le contre-pied de la thèse soutenue dernièrement par C. De Simone, qui, dans *I Tirreni a Lemnos*, Florence, 1996, estimait que ce document émanait d'une communauté de Tyrrhènes-Étrusques installés récemment dans le Nord de l'Égée, dans le cadre d'activités de piraterie, l'auteur estime qu'il témoigne de la langue parlée dans cette région depuis une époque très ancienne, et que c'est au contraire de là que les Tyrrhènes-Étrusques seraient partis pour se fixer en Italie et y fonder ce qui deviendra l'Étrurie historique. Claudio de Palma s'inscrit donc dans la suite de ceux, nombreux, qui ont vu dans ce document un indice capital en faveur de l'origine orientale des Étrusques. C'est l'occasion pour lui de reprendre l'ensemble de la question, et de passer en revue ce qui peut être attesté en faveur de la présence, à date ancienne, de navigateurs tyrrhéniens dans le bassin méditerranéen. Il rappelle les données concernant les Tursha d'Égypte, insérés dans le mouvement des peuples de la mer. Ce qui est plus nouveau, il examine les éléments qui peuvent manifester une présence de Tyrrhènes dans l'Espagne tartessienne. Le terme *śerona* prend toute son importance dans cette recherche : on peut envisager de le retrouver sur des inscriptions ibériques à l'Ouest de la Méditerranée et il peut être rapproché du titre de *seren* qui, selon la Bible, désignait les chefs des Philistins. L'auteur ne fait pas pour autant de tous ces peuples des Étrusques, ou des Proto-Étrusques. Simplement, dans les nombreux mouvements maritimes qu'a connus le monde méditerranéen depuis le début de l'âge du Bronze au moins, des groupes apparentés à ces Tyrrhènes-Étrusques auraient été impliqués : des mouvements successifs de Tyrrhènes et de Rasenna auraient pu avoir lieu, expliquant ainsi la double dénomination de ce peuple. L'absence d'affinités avec les langues indigènes de l'Ouest de la Méditerranée, notamment celles connues en Espagne, alors que les points de contact avec les langues de l'Asie Mineure semblent assurés pour l'auteur, invite à accorder foi à la tradition qui fait de cette zone le point de partance de ceux qui ont permis l'émergence de l'Étrurie historique. Ce sont, on le voit, les questions fondamentales, et toujours aussi discutées, posées par l'isolement linguistique de l'*ethnos* étrusque en Italie, que ce petit ouvrage aborde. Il le fait avec une richesse de documentation sur la Méditerranée des temps préhistoriques qui mérite d'être soulignée.

Dominique Briquel.

Marco Buonocore, *L'Abruzzo e il Molise in età romana tra storia ed epigrafia*, Deputazione abruzzese di storia patria. Studi e testi — 21/1 : L'Aquila, 2002, 2 volumes, 1114 pages, 1 carte (dépliant) et 62 photographies (pages 933-971).

Marco Buonocore, *scriptor latinus* de la Bibliothèque Vaticane, chargé par l'Académie de Berlin d'un Supplément au *CIL* IX concernant la *regio IV*, a réuni dans deux gros volumes (1114 pages) une petite partie de ses articles (51 exactement) sur un total de 235 dont la liste exhaustive est reproduite aux pages 15-27 ; certaines corrections et ajouts bibliographiques n'apportent pas de modifications fontamentales aux textes d'origine. Le choix s'est fait autour de quelques thèmes (élites locales, histoire de la romanisation après la guerre sociale, histoire de l'administration et des magistrats locaux ainsi que la republication d'inscriptions) et l'auteur a opté pour une division entre des contributions dont la problématique est à caractère général (14 articles) et celles qui concernent plus spécifiquement tel ou tel site (37 articles) avec un ordre qui respecte les subdivisions géographiques mises en place par Mommsen. Personnellement (mais cette remarque n'enlève rien à la commodité de retrouver ensemble des articles dispersés dans des revues souvent difficiles à trouver pour qui ne fréquente pas les grandes bibliothèques italiennes), j'aurais préféré que ce très riche matériel fût plutôt réordonné dans des sous-parties structurées autour des principales thématiques traitées dans ces textes ; celles-ci auraient pu regrouper, dans un autre ordre, des articles afférents au même problème, qu'il s'agisse d'études ponctuelles ou de synthèses, qui dans la configuration choisie se trouvent dissociés entre le premier et le second volume. Ainsi une vision des domaines politiques, administratifs, juridiques et économiques concernant ces deux régions était sans doute plus globale. En introduction, Silvio Panciera souligne avec raison combien l'épigraphie et la connaissance de ces territoires (Abruzzes et Molise), doivent depuis plus de vingt ans à M. Buonocore qui, par une édition scientifique de textes inédits, a permis de doubler le nombre d'inscriptions connues par rapport aux publications de ses prédécesseurs. Le deuxième volume compte aussi des *indices* analytiques très copieux (p. 975 à 1112) ainsi qu'une reproduction de la carte de la *regio IV* du *CIL* IV réalisée par Kiepert et une série d'excellentes photographies.

Saluons donc cette excellente initiative éditoriale, qui met à la disposition des chercheurs une masse considérable d'informations réunies ainsi sous la forme pratique de deux volumes ; épigraphistes, historiens et juristes y trouvent tous matière à réflexion.

Mireille Cébeillac-Gervasoni.

Frank W. Walbank, *Polybius, Rome and the Hellenistic World : Essays and Reflections* : Cambridge, Cambridge University Press, 2002, XIV-353 pages.

En 1985, F.W. Walbank avait été honoré d'un premier volume de *Kleine Schriften* (*Selected Papers : Studies in Greek and Roman History and Historiography* ; cf. J.-L. Ferrary, *REL*, 63, 1985). Postérieurs aux années 1980 dans la proportion des deux-tiers, dix-neuf autres articles du même savant sont aujourd'hui regroupés dans un second volume. Tous tournent autour de la personnalité et de l'œuvre de Polybe, qu'il s'agisse de la discussion de problèmes d'ordre historique ou géographique posés par celle-ci, de certains aspects de son contenu, de l'idée que son auteur se formait de la puissance romaine et du destin qui

l'attendait, mais aussi de deux de ses lecteurs aux préoccupations fort différentes, J. Dryden dans l'Angleterre des années 1690 et G. de Sanctis dans l'Italie du XX^e siècle. Signalons que ce recueil s'ouvre sur une rétrospective importante (*Polybian Studies, c. 1975-2000*) et que l'article intitulé *The surrenders of the Egyptian rebels in the Nile delta (Polybius XXII.17.1-7)*, φιλίας χάριν est maintenant accompagné d'une substantielle note additionnelle.

Jean-Claude Richard.

Les élites et leurs facettes. Les élites locales dans le monde hellénistique et romain. Textes réunis par Mireille Cébeillac-Gervasoni et Laurent Lamoine : Rome-Clermont-Ferrand, Collection de l'École française de Rome 309, Collection Erga 3, 2003, 792 pages.

Ce colloque, tenu à Clermont-Ferrand en novembre 2000, s'inscrit dans la continuité d'un programme de recherche sur les élites locales mené par Mireille Cébeillac-Gervasoni depuis plus d'une vingtaine d'années. Après avoir exploré le champ des élites municipales italiennes au cours de trois manifestations antérieures, cette nouvelle étape marque un double élargissement des perspectives, puisque le colloque s'intéresse aux autres régions du monde méditerranéen et se consacre particulièrement aux types d'élites distinctes des dirigeants de la cité, magistrats et décurions. La mention des multiples « facettes » du groupe dans le titre de l'ouvrage se justifie donc pleinement. Il en découle un copieux ouvrage, rassemblant trente-six communications, dont Jean-Louis Ferrary a la difficile tâche de faire la synthèse dans une brève conclusion.

Organisé en quatre parties, l'ouvrage aborde d'abord des problèmes méthodologiques avant de s'interroger sur la question de la définition des élites, puis de se consacrer aux élites non politiques. Une dernière partie, tournant autour des « empreintes et représentations », fait une place particulière à la documentation iconographique et archéologique. En réalité, le même thème fondamental parcourt l'ensemble des communications : qu'est-ce que l'élite, et peut-on y intégrer des groupes extérieurs à l'aristocratie terrienne titulaire des magistratures locales ? À cet égard, la partie sur les élites non politiques joue un rôle pivot et permet d'étudier des cas aussi divers que les artisans constructeurs du Parthénon, les centurions de l'armée romaine ou les membres des écoles philosophiques d'Athènes.

Les informations fournies par les diverses communications ne permettent pas une réponse tranchée à une telle question. Il est certain que les frontières entre les élites municipales et les autres groupes ne sont pas toujours très claires, facteur de porosité qui aurait pu permettre l'intégration des seconds par les premières. Ainsi, tous les évergètes, que ce soit dans le Latium ou à Palmyre, ne sont pas forcément des magistrats, bien que leurs inscriptions présentent le même faciès. Mais ces catégories économiques ou culturelles sont en général très hétérogènes et seules leurs couches supérieures peuvent mériter l'appellation d'« élite ». Les magistrats de *pagus* peuvent ainsi ambitionner de faire des carrières brillantes dans leur cité alors que leurs homologues des *uici* sont de bien petits personnages. Comme le note Jean-Louis Ferrary, il est difficile de concevoir dans l'Antiquité une élite qui ne soit pas politique, et le critère essentiel réside dans le regard que la société jette sur ces hommes. Plutôt que présenter des définitions modernes du concept, il aurait été plus pertinent d'interroger les représentations gréco-romaines sur la question à partir de leurs propres catégories de pensée, et l'on peut regretter qu'aucun intervenant n'ait suivi cette piste.

Le colloque n'en offre pas moins un apport conceptuel notable en croisant les communications sur l'Antiquité avec des interventions provenant d'historiens spécialistes d'autres périodes. Ces « regards diachroniques » sont illustrés par six articles traitant des élites locales à Nancy à la fin du Moyen Âge ou dans l'Auvergne de la Troisième République. De tels rapprochements permettent de prendre conscience du retard conceptuel des antiquistes sur leurs collègues historiens. Dans un bilan sur l'historiographie des périodes moderne et contemporaine, Jean-Philippe Luis note que la méthode prosopographique a fait l'objet de sérieuses critiques depuis la fin des années 1980, parce qu'elle construit l'image d'un individu moyen qui n'a jamais existé comme parce qu'elle déconnecte les hommes de leur espace social. La lecture de plusieurs articles à base prosopographique de ce colloque montre que cette réflexion n'est pas encore d'actualité en histoire ancienne. Souhaitons que cet ouvrage riche et passionnant permette d'ouvrir ce débat.

Christophe Badel.

Filippo Canale de Rossi, *Il ruolo dei « patroni » nelle relazioni politiche fra il mondo greco e Roma in età repubblicana ed augustea* (Beiträge zur Altertumskunde, 159) : Munich - Leipzig, Saur, 2001, VI-242 pages.

Avec la naissance et le développement de l'empire romain, provinces et cités conquises obtinrent de leurs vainqueurs, puis des promagistrats venus de l'*Vrbs*, qu'ils remplissent à leur profit le rôle de *patronus*, c'est-à-dire qu'ils les fassent bénéficier de leur appui dans les domaines politique et judiciaire : dans le premier cas, ils intervenaient en leur faveur devant le peuple ou le Sénat, puis, à la fin de la période étudiée, auprès des triumvirs et, plus près de nous, de l'empereur. Le second cas concernait prioritairement les procès *de repetundis*. Tous issus de la classe politique, ces patrons avaient également en commun d'être des orateurs efficaces : aussi l'auteur est-il fondé à reconnaître dans le *Brutus* une « galleria di patroni ». L'étude qu'il conduit, province par province (y compris, malgré le titre, les Espagnes, la Gaule et l'Afrique), de la diffusion de ce patronat lui fournit la matière d'un premier chapitre allant de 242 au règle d'Auguste. Il répertorie ensuite, en consacrant une notice à chacun d'eaux, tous les *patroni* de ce type dont le souvenir est venu jusqu'à nous pour les provinces grecques et orientales. Quant à la dernière partie du livre, elle reproduit, en assortissant chacune d'elles d'une traduction, les 144 inscriptions venues jusqu'à nous parmi celles qui furent gravées en leur honneur.

Les historiens sauront gré à l'auteur d'avoir mis à leur disposition un instrument de travail sobre et rigoureux dont plusieurs *indices* facilitent la consultation.

Jean-Claude Richard.

Claudine Auliard, *Victoires et triomphes à Rome. Droit et réalités sous la République* (Institut des Sciences et Techniques de l'Antiquité) : Besançon, Presses Universitaires Franc-Comtoises, 2001, 185 pages.

L'histoire du triomphe est riche de matière : des problèmes qu'elle pose, les plus importants ont trait à l'origine de cette solennité, à son arrière-plan religieux mais aussi idéologique, au parcours de la procession et aux principes qui régissent l'octroi de cet honneur. C'est à l'analyse de ces règles que l'ouvrage de C. Auliard

est exclusivement consacré. Il est de ce fait centré sur l'étude des rapports entre victoire et triomphe, c'est-à-dire des conditions qu'un général victorieux était censé devoir remplir pour être en droit de monter au Capitole.

Depuis Mommsen, tout semblait dit sur le *ius triumphandi*, dont le *Römisches Staatsrecht* I offre un exposé systématique. Mais les analyses de C. Auliard incitent à nuancer sur plus d'un point le contenu de ces pages de synthèse. Elle reconnaît certes que l'existence de 9 conditions auxquelles, en théorie du moins, tout candidat au triomphe devait souscrire se déduit de Valère Maxime (2, 8, 1-7) et d'Aulu-Gelle (5, 6, 20-27). Il ne lui échappe pas d'autre part qu'elles ne forment pas *ab initio* un tout définitif et que, loin d'avoir toutes la même ancienneté, elles reflètent des moments différents de la conquête romaine. Sur cette base, elle consacre à chacune une analyse qui prend en compte, sinon la totalité, du moins la majorité des triomphes attestés par nos sources. Le résultat de cette rétrospective est doublement décapant. D'une part en effet, il met en lumière « l'écart considérable séparant les tentatives de théorisation du droit triomphal de sa mise en pratique » (p. 169). Même si l'auteur tend à admettre qu'un réglement put se mettre en place à partir du III^e^ siècle, il est clair qu'à date ultérieure, d'assez nombreux triomphes furent célébrés au mépris de certaines de ses dispositions, qu'aucune ne survécut, dans le meilleur des cas, aux années 80 av. J.-C., bref que le décalage continua entre la pratique et le droit. Le deuxième acquis de ce livre concerne les *Fastes triomphaux* des siècles obscurs : de toute évidence les attendus des triomphes de cette période s'harmonisent difficilement avec la réglementation qui s'instaura ultérieurement.

Ce livre au demeurant aurait à notre sens gagné à ne pas ignorer systématiquement les données d'ordre religieux. Le cas le plus significatif de ce point de vue a trait au triomphe célébré de concert par C. Marius et par Q. Lutatius Catulus à la fin de l'année 101. Ce que nous entrevoyons de la rivalité qui opposa les deux hommes se reflète en effet dans les dédicaces auxquelles ils procédèrent l'un et l'autre après la victoire de Verceil. Dans un ordre d'idée différent, il y avait plus à dire que ne le fait C. Auliard sur le *iudicium de iure triumphandi* qui, après la bataille des îles Aegates, avait opposé Q. Valerius Falto à C. Lutatius Catulus. Signalons encore qu'E. Badian (*Hermes*, 81, 1955) a produit des raisons à notre sens décisives de dater de mars 81 (et non 79) le premier triomphe de Pompée, et que malgré Valère Maxime 2, 8, 1 (où *L. Marcius* se lit dans nombre de manuscrits), le tribun de la plèbe qui, en 62 av. J.-C., fit voter la loi que C. Auliard mentionne à plusieurs reprises était, selon toute vraisemblance, M. Marius (*MRR* 2, p. 174).

Bref un travail louable (cf. les excellentes notations des p. 57 – à propos de la répartition entre triomphes et ovations dans les premières décennies du II^e^ siècle selon que l'*imperator* victorieux s'est illustré en Orient ou en Occident –, 60 – sur le nombre exorbitant de triomphes attestés pendant la première guerre punique, alors que triomphes et ovations alternent pour les années décisives de la seconde –, 125 – exégèse de Liv. 8, 30-35 –). Il n'en est que plus regrettable que, pour des raisons qui nous échappent, il soit entaché d'innombrables coquilles et plus encore d'omissions qui rendent certaines phrases difficilement compréhensibles. Le manque d'index, d'autre part, n'en facilitera pas la consultation. À la bibliographie signalée par l'auteur, il faut impérativement ajouter A. Petrucci, *Il trionfo nella storia costituzionale romana degli inizi della Repubblica ad Augusto*, Milan, 1996 qui, sur tous les problèmes relatifs au *ius triumphandi*, restera l'ouvrage de référence.

Jean-Claude Richard.

CARCER. *Prison et Privation de liberté dans l'Antiquité Classique.* Actes du colloque de Strasbourg (5 et 6 décembre 1997) édités par Cécile BERTRAND-DAGENBACH, Alain CHAUVOT, Michel MATTER et Jean-Marie SALAMITO, Collections de l'Université Marc Bloch. Études d'archéologie et d'histoire ancienne : Paris, De Boccard, 1999, 250 pages.

Plusieurs travaux français ou étrangers ont déjà attiré l'attention sur la question de la prison, question souvent résolue très rapidement, bien qu'elle mérite une étude plus nuancée. Ce volume, issu d'un colloque de 1997, en apporte confirmation ; montrer que la prison apparaît comme « un révélateur remarquable des réalités et des conceptions des mondes anciens en général et du monde romain en particulier », telle est l'ambition des organisateurs. Ainsi s'entrecroisent monde grec et monde romain, droit et représentations collectives. Une première partie porte sur les « données juridiques et les aspects concrets », une seconde sur les « enjeux politiques et sociaux et les représentations collectives ». Dans la première partie sont évoquées plusieurs questions liées à l'emprisonnement et ses modalités, de l'époque la plus ancienne à l'empire romain : deux articles concernent la servitude pour dettes en Grèce (A. MAFFI, p. 7-17) et à Rome ; A. LINTOTT (p. 19-25) analyse en effet les questions posées par le *nexum* et la persistance d'un emprisonnement pour dettes sous la République, qui semble toutefois avoir menacé les plus pauvres. L'emprisonnement du poète Névius, avec ses obscurités, est étudié de façon détaillée par B. SANTALUCIA (p. 27-39), qui peut ainsi préciser le rôle des *tresuiri capitales* et conclure à une détention préventive, préalable à un procès, ce qui paraît l'interprétation la plus probable. A. LOVATO (p. 41-56) pose la question d'une *poena sine prouocatione* et envisage les *uincula publica* comme moyen de prévention. Y. RIVIÈRE (p. 57-67), précisant son article sur la prison (*MÉFRA*, 1994), s'interroge sur le sens d'une détention qui n'est pas vraiment conçue comme préventive, mais semble nécessaire lorsque la condamnation paraît inévitable. La vie en prison est évoquée par P. PAVÓN (p. 105-113), les réalités de l'emprisonnement précisées par M. HALM-TISSERAND, qui étudie « les bois de la prison » (p. 75-88) ; l'Égypte gréco-romaine n'est pas oubliée, avec deux articles examinant les problèmes posés par l'emprisonnement et les lieux de détention (A. MARCONE, p. 89-98, et M. MATTER, p. 99-104). Aux questions de droit pénal s'ajoutent dans la seconde partie des questions historiques : J.-U. KRAUSE (p. 117-128) donne une image précise de la prison dans l'empire tardif ; deux articles ont pour sujet les îles, lieux de rélégation (S. VILATTE, p. 129-147, et X. LAFON, p. 149-161). D'autres évoquent de façon plus concrète les prisonniers : les compagnons de captivité de l'apôtre Paul étudiés par J.-M. SALAMITO (p. 191-210), ou ceux du règne de Tibère (A. CHAUVOT, p. 163-177). É. ÉVRARD (p. 179-190) envisage l'enfermement dans l'œuvre de Sénèque. S'appuyant enfin sur des témoignages issus des historiens anciens et sur quelques pages de Sénèque, C. BERTRAND-DAGENBACH (p. 211-219) montre comment la prison est conçue comme un « lieu d'effroi ». Dans leur diversité, ces contributions révèlent comment la prison a une histoire et s'inscrit dans une évolution politique, juridique et sociale. On regrettera vivement que l'importante réflexion sur le droit pénal, qui figure dans bien des œuvres littéraires grecques ou latines, ait été entièrement laissée de côté. Mais il faut souligner l'originalité et l'intérêt de ce projet associant questions juridiques, historiques et littéraires, qui met en lumière des aspects trop souvent négligés dans l'analyse des sociétés antiques.

Michèle DUCOS.

Serena Querzoli, *I* Testamenta *e gli* officia pietatis. *Tribunale centumvirale, potere imperiale e giuristi tra Augusto e i Severi* : Naples, Loffredo, 2000, 268 pages.

C'est sur l'activité des centumvirs que porte cet ouvrage. Ce tribunal, chargé de trancher les litiges en matière successorale, intervient notamment pour les procès concernant un testament « inofficieux », c'est-à-dire un testament qui manque à l'*officium pietatis* parce qu'un descendant direct (parfois, un ascendant) est privé de l'héritage qui devait lui revenir. L'étude envisage les différents procès où sont intervenus ces juges depuis l'époque augustéenne jusqu'à celle des Sévères, et permet ainsi de mieux apprécier l'activité du tribunal, sa nature et son évolution. Dès le début du principat, ce sont les grands orateurs de l'époque qui interviennent dans ces causes : Asinius Pollion ou Labienus, par exemple ; avec le cours du temps, tandis que disparaissent les *iudicia publica*, c'est là que se concentre l'éloquence judiciaire du principat. Ainsi s'expliquent les nombreuses références faites par Quintilien aux *centumuiralia iudicia*. Mais le témoignage le plus important est bien entendu celui de Pline le Jeune, qui est longuement analysé. Les lettres apportent une documentation précieuse sur l'organisation et le fonctionnement du tribunal, sur les affaires jugées et aussi sur leur dimension politique, tout en éclairant l'activité de l'écrivain qui regrette ces causes *paruae et exiles* et se réjouit des procès retentissants comme la *querela* intentée par Attia Viriola. S. Querzoli ne se borne pas à une description, elle montre que l'on peut établir un lien entre les procès des centumvirs et la place faite à la *pietas* familiale dans l'idéologie augustéenne. Ainsi l'histoire de cette notion permettrait d'éclairer l'histoire de ces procès. Certes, cette relation n'est pas aussi nette avec les successeurs d'Auguste. Mais, sous Vespasien, la *pietas* associée au *pudor* exprime l'idéal d'une société restaurée (p.65) ; avec Domitien, l'accent est mis sur les liens entre le prince et ses sujets (p.69) ; les procès des centumvirs revêtent alors un caractère politique et sont l'occasion d'éliminer des opposants. Sous les Antonins, tandis que le *Panégyrique de Trajan* fait une large place à la *pietas*, plusieurs décisions de Trajan et d'Hadrien en matière de *patria potestas* et de droit familial se fondent sur elle (p.116-118) ; un rescrit de Marc Aurèle et les débats concernant la définition des *liberi* (en particulier chez Callistrate) suggèrent l'influence du stoïcisme dans ce domaine. En même temps se trouve précisée par les juristes la notion de testament « inofficieux » avec ses conséquences proprement juridiques (valeur des legs et des affranchissements). À l'époque des Sévères, cette notion n'occupe plus la même place, au moment où de nouveaux organes judiciaires font progressivement leur apparition.

C'est donc un vaste tableau qui est brossé dans cet ouvrage : il apporte d'abord une étude systématique des procès centumviraux. Il faut surtout souligner l'intérêt d'une réflexion qui permet de replacer dans leur contexte des causes qui pourraient paraître mineures et, en alliant histoire, littérature et droit, de retrouver les préoccupations d'une époque.

Michèle Ducos.

Diana SPENCER, *The Roman Alexander — Reading a Cultural Myth* (Exeter Studies in History) : Exeter, University of Exeter Press, 2002, XXIV et 277 pages.

Y a-t-il encore quelque chose à dire sur les rapports entre les Romains et le mythe d'Alexandre ? La réponse, après lecture du livre de Diana SPENCER, est, finalement : oui. L'intérêt principal de cet ouvrage est en effet de montrer qu'il y a eu moins réception du mythe d'Alexandre — pourtant en grande partie déjà constitué dans le monde grec au moment où il atteint Rome — que perpétuelle recréation, retraitement de ce mythe, par l'image protéiforme prise dans l'imaginaire culturel romain par le roi macédonien. En gros, nous savions tous, depuis un bon moment, que l'image d'Alexandre, à Rome, est double : d'une part, le conquérant (irrésistible ? demande Tite-Live) qui a mené le premier les armées de la Grèce, vue comme porteuse de valeurs occidentales, jusqu'aux limites du monde oriental, et qui, de ce fait, a littéralement fasciné les Romains dès que leurs yeux, puis leurs armes, se portèrent sur l'Orient ; d'autre part, le roi-tyran, symbole de toutes les horreurs et les turpitudes d'un pouvoir abhorré, mais en même temps, pour les généraux ambitieux, modèle d'une mutation monarchique au seuil de laquelle se trouvait Rome au 1er siècle av. J.C., et qui, une fois réalisée, oscilla entre un Principat ostensiblement enraciné dans le terroir italique et une monarchie théocratique hantée par le modèle alexandrin. De cette image contrastée, pour ne pas dire contradictoire, le livre de D. SPENCER invite à sortir : l'image, ou plutôt les images proposées par l'Alexandre romain sont, dit-elle, beaucoup plus diverses et complexes. Dans son introduction, elle le compare à « une bouteille vide », que les Romains ont rempli de liqueurs différentes : la forme est toujours la même, mais le contenu est à chaque fois différent. L'enquête est présentée à travers une sélection de textes anciens, non pas exhaustive (encore que la plupart des textes traitant d'Alexandre soient finalement évoqués au travers des notes), mais opérée en fonction de leur intérêt pour les différents aspects étudiés du mythe romain d'Alexandre.

Un premier chapitre *« History into Story »* retrace succinctement (p. 1-38) l'impact et les principales mutations de l'image d'Alexandre à Rome, depuis ses premières attestations (Plaute) jusqu'à Actium et, au-delà, dans la littérature et l'idéologie impériales. Il constitue le cadre chronologique général, avec une mise en valeur des temps forts où le mythe a interféré avec l'histoire romaine : seconde guerre punique, pénétration romaine en Orient, ère des généraux. Ce chapitre a surtout valeur pédagogique et le lecteur n'y apprendra pas grand'chose, d'autant plus que la bibliographie qui le sous-tend est passablement obsolète : par exemple, sur César, elle s'arrête à la traduction anglaise du *Caesar* de M. GELZER.

En fait, ce sont les quatre chapitres suivants (2 à 5) qui offrent le plus d'intérêt, car nous entrons là dans le vif du sujet. Ils tentent de répondre à la question fondamentale : qu'est-ce qui intéressait les Romains dans Alexandre ? La réponse est multiple et l'enquête conduit plus souvent à conclure à une mise en abîme sans cesse renouvelée qu'à une réelle progression au cours des siècles. Le chap. 2 *« Alexander* Rex » (p. 39-82) commence par examiner l'affrontement fictif entre Rome et Alexandre, à travers le fameux excursus du l. IX de Tite-Live. L'auteur n'effleure même pas les problèmes de l'éventuelle valeur historique des projets occidentaux d'Alexandre et de l'ambassade qu'auraient envoyée les Romains à Babylone, sur lesquels existe pourtant une abondante bibliographie. Elle considère que l'éventualité de cet affrontement n'est qu'un fantasme romain et le traite comme tel, attentive à y déceler les traces de l'idéologie augustéenne antérieure à 23

av. J.C., avec l'opposition entre le « bon gouvernant » romain et Alexandre. La suite du chapitre examine, à travers une volée de textes de Cicéron, des deux Sénèque et de Quinte-Curce, l'image négative du pouvoir monarchique qui ressort du portrait d'Alexandre en *rex ;* pour être intéressantes en tant qu'analyses textuelles, ces pages n'apportent rien de bien nouveau sur le sujet.

Le chap. 3 « *Living Fast, Dying Young* » (p. 83-118) est plus original. Autour de textes tous postérieurs à Actium (de Velleius, de Quinte-Curce, de Sénèque et de Lucain), il traite d'Alexandre comme anti-modèle pour les princes républicains qu'ont voulu ou affecté d'être Auguste et Tibère : face à l'ivrogne colérique, capable de tuer ses amis sous l'emprise du vin, le prince affiche un contrôle de soi-même et un respect des autres (et notamment du sénat) qui va servir de base au portrait-robot du bon empereur sous les empereurs suivants, à l'opposé de Caligula et de Néron, Alexandres romains. Même l'image du conquérant en ressort dévalorisée : l'expédition d'Alexandre y est vue comme une quête insatiable et donc condamnée à être sans fin et sans but, à l'opposé de la conquête romaine, génératrice de paix et organisatrice du monde.

Le chap. 4 « *Imaging Alexander* » (p. 119-163) s'attache à nuancer l'idée qu'Alexandre constitua un modèle lors des changements idéologiques qui accompagnèrent le passage de la République à l'Empire, en montrant qu'il demeura au moins autant alors un repoussoir qu'un exemple. Rome contre l'Égypte, donc contre Antoine, c'est encore Rome contre Alexandre. Pourtant, à lire Cicéron, on trouve un Alexandre « monarque consciencieux », décidé à promouvoir l'hellénisme et les arts. Et la captation de l'image d'Alexandre par Auguste sur son Forum provoque une certaine distanciation de la part d'Horace. Cet Alexandre « éclairé » coexiste avec l'Alexandre tyran oriental chez Quinte-Curce, Sénèque le Père, Lucain, Stace, Silius Italicus et Juvénal.

Le chap. 5 « *Autocracy — The Roman Alexander Complex* » (p. 165-203) insiste sur le fait que l'image d'Alexandre, pour les Romains, est d'abord une image de pouvoir, de pouvoir militaire certes (encore qu'aucun empereur, d'Auguste à Néron, n'ait personnellement mené de guerre), mais surtout pouvoir dans l'État, sur l'État. Le protopype, de ce point de vue, est Scipion l'Africain. L'auteur s'attache à montrer comment la vertu impériale de *clementia* s'est définie, en partie au moins, en référence à Alexandre, comment les problèmes de succession impériale et les processus de divinisation impériale ne pouvaient pas ne pas renvoyer à Alexandre, mort, comme César, comme Auguste, etc... sans successeur direct de son sang, mais divinisé, tandis que l'image de Trajan, choisi pour être *princeps* parce qu'*optimus,* renvoie aussi, en miroir inversé, à celle d'Alexandre. Enfin, à voir Alexandre « possédé » par l'Orient, Rome ne pouvait pas, à son tour, ne pas s'interroger sur la pertinence et sur les dangers de la conquête par elle de l'Orient : échapperait-elle au risque de dégénérescence, aux germes corrupteurs qui auraient envahi Alexandre ? Même les fortunes de guerre et les mutineries sont souvent vues à travers le prisme du mythe d'Alexandre, *felix praedo* contraint par ses troupes à rebrousser chemin.

Un dernier chapitre traite d'« *Alexander* after *Alexander* » (p. 205-218), depuis le *Roman d'Alexandre* hellénistique jusqu'aux films et romans historiques modernes. En quelques pages (trop) rapides, sont évoqués : la métamorphose de l'image d'Alexandre due au christianisme, Alexandre dans la matière arthurienne, le *Roman d'Alexandre* médiéval français, Alexandre dans l'art de la Renaissance, puis l'Alexandre romantique de Byron, de Keats, de Schubert, le modèle napoléonien, avant celui de l'Empire britannique, illustré par Laurence d'Arabie. Au xx^{e} siècle, la trilogie de Mary Renault est citée, avec le film de Robert Rossen (1956), en attendant ceux de Martin Scorsese, de Ridley Scott et d'Oliver Stone : on

y aura le choix entre Leonardo di Caprio et Tom Cruise dans le rôle d'Alexandre ! La mention de quelques B.D. en langue anglaise et l'évocation de la querelle qui oppose la Grèce moderne à la toute jeune République de Macédoine, accusée de « captation d'héritage », ouvrent la marche vers la conclusion attendue : si le mythe d'Alexandre continue de vivre, c'est parce que *« Alexander's story is exciting »*.

Deux pages sur *« Modern Alexanders »* répertorient des œuvres de fiction, des biographies historiques et quelques sites *web* sur le personnage, avant une bibliographie abondante, mais presque exclusivement composée de titres anglo-saxons, ou traduits en anglais — lacune assez commune aux universitaires d'outre-Manche ou d'outre-Atlantique, qui les prive — et qui nous prive — de la prise en compte de travaux de la « vieille Europe ». On y cherche en vain les noms de Kraft, par exemple, de Mazzarino, de Will, de Grimal, de Vidal-Naquet, de Grilli, d'Étienne, de Béranger, de Mastrocinque, de Taeger, de J.-C. Richard et, plus surprenant encore, de Toynbee. Certes, toute bibliographie exhaustive sur Alexandre est mission impossible. Mais cette méconnaissance de la production autre que de langue anglaise rejaillit avec éclat sur la fin du volume. C'est ainsi, par exemple, qu'on ne trouve pas trace, dans le chap. 6 et dans les pages qui le suivent, des *peplum* italiens sur Alexandre, ni de la somme en 3 volumes consacrée par Roger Peyrefitte à une biographie *gay* d'Alexandre, qu'il eût été intéressant de confronter à celle de Mary Renault.

Cela dit, on lira dans ce travail des analyses de textes très intéressantes et, assez souvent, originales par l'angle de lecture adopté. Bref, ce livre est comme son sujet : *exciting*.

Paul M. Martin.

F. Cairns & E. Fantham edd., *Caesar against Liberty ? — Perspectives on his Autocracy* : Cambridge, F. Cairns Publications, 2003, 232 pages.

Sur le problème récurrent du rapport entre César et la liberté, E. Fantham a rassemblé neuf contributions résultant d'un séminaire de la Langford Conference, tenu à l'Université de Floride en 2001 ; y ont été ajoutées deux contributions, traduites en anglais, d'E. Gabba et de M. Sordi, parues par ailleurs dans l'ouvrage *L'ultimo Cesare* (G. Urso ed.), Rome, 2000.

Comme le fait remarquer en introduction E. Fantham, la monographie de C. Wirszubski, *Libertas as a political Idea...*, Cambridge, 1950, posait les bases d'une réflexion sur le concept de *libertas*, mais envisagé uniquement du point de vue politique. Or les Romains ne méconnaissaient pas que l'aspiration à la liberté pouvait exister chez d'autres peuples, mais, d'une manière générale, sauf un temps pour les Grecs, ils ne la leur reconnaissaient pas comme un droit, dans la mesure où la *libertas*, pour eux, se confondait avec la *ciuitas* et avec l'exercice régulier des institutions républicaines. Pour Cicéron, à partir de 59 av. J.-C., il n'y a donc plus de *libertas*, puisqu'il n'y a plus de *res publica*. Le débat autour de la notion de liberté prend un tour aigu en 48 et, à partir de la victoire de César, son autocratie ne fait plus de doute. Pourtant, parallèlement à sa *clementia*, de manière quelque peu contradictoire, c'est César « libérateur » qui est honoré après Munda par décret sénatorial. Le rapport entre César et la liberté ne saurait donc se réduire au simple lieu commun d'une opposition entre les deux. D'où le point d'interrogation que porte le titre de cet ouvrage.

C'est une bonne idée de commencer par le *Bellum Gallicum* : dans le débat sur César et la liberté, la conquête de la Gaule est en effet souvent mise entre parenthè-

ses. R. Seager rappelle que l'intervention de César est justifiée par lui, de manière très classique, par trois raisons : l'honneur de Rome, le devoir d'assistance envers les alliés (Éduens) et la nécessité de protéger la province (de Transalpine), voire l'Italie elle-même. L'auteur aurait pu faire remarquer que si nous avions conservé les livres de Tite-Live relatifs à la guerre des Gaules, nous y trouverions, comme l'attestent les *Periochae* 103-104, sans doute à peu près les mêmes justifications, qui sont romaines, non césariennes. Après la campagne contre Arioviste, ces motifs cèdent la place au pur et simple dessein de « pacifier » la Gaule, en vertu du droit imprescriptible de Rome d'augmenter son *imperium*. César ne cèle pas pour autant le désir des Gaulois de rester libres ; le thème de la « liberté gauloise » revient comme un leit-motiv, des Vénètes à Vercingétorix. Mais, aux yeux d'un Romain, cela n'a pas d'importance : les relations entre les Gaulois et Rome sont vues, obstinément, en termes d'*amicitia*, d'*officium*, de *fides*. Toute aspiration à la liberté, du fait qu'elle rompt l'un au moins de ces trois liens, est donc jugée, du point de vue diplomatique romain, comme une trahison. Et l'auteur montre bien comment les chefs gaulois sont appréciés par César en termes sociologiquement romains : positifs (*gratia, dignitas, auctoritas...)* ou négatifs (*regni cupiditas, audacia, flagitiosa largitio...)* Quant aux Germains, dès lors que le Rhin est arbitrairement défini par César comme la frontière qui les sépare des Gaulois, leur fonction consiste à être une menace latente pour la stabilité de la Gaule, donc pour l'*imperium* romain. Rien de très nouveau — on le voit — dans ces analyses, mais elles ont le mérite de « remettre les pendules à l'heure », loin des élucubrations anachroniques sur « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ou sur Caton défenseur des « droits de l'homme » quand il proposait, par pure manœuvre politicienne, de livrer César aux Usipètes et aux Tenctères !

La contribution de K.A. Raaflaub porte sur la revendication césarienne de la *libertas*. Au moment du déclenchement de la guerre civile, celle-ci est avérée (*BC*, 1, 22, 5). Ce que nie l'auteur, c'est que ce thème soit resté présent ensuite dans l'idéologie césarienne, comme on le pense communément (cf. en dernier lieu G. Dobesch) ; pour lui, les honneurs à César libérateur en 45 ne proviennent pas d'une initiative de César ni de ses partisans, mais d'une manœuvre des sénateurs déçus par la politique césarienne, comme une tentative de lui rappeler sa promesse faite au début de la guerre civile. Pour appuyer sa thèse, outre le témoignage de Lucain, excellent connaisseur de l'histoire — mais, eu égard à la distance chronologique et au parti-pris de Lucain, cela suffit-il en l'occurrence ? —, l'auteur affirme que le thème de la *libertas*, dans la suite de la guerre civile, ne fut exploité que par les Pompéiens, non par les Césariens ; ce faisant, il est amené à minimiser le témoignage de *BC*, 3, 91, 2 et ceux de Dion Cassius. César, dit-il, préférait mettre l'accent sur sa *clementia*. On répliquera que le terme de *clementia* est obstinément absent du *Bellum ciuile* et qu'on le trouve surtout... chez les ennemis de César officiellement ralliés à lui, à commencer par Cicéron. Surtout, K.A. Raaflaub, en ne donnant à *libertas* que l'acception traditionnelle de l'idéologie optimate, représentée par Cicéron et par Brutus, méconnaît, à notre avis, celle qu'on trouve dans les textes relevant de l'idéologie *popularis*, où apparaît un sens du mot *libertas* beaucoup plus proche de la propagande césarienne : celui de la liberté du peuple délivré de l'oppression de la *factio* des nobles. Dans cette optique, il était tout naturel, après l'ultime sursaut de ses ennemis à Munda, que César ait célébré la *libertas* populaire enfin recouvrée par ses soins.

P. White, quant à lui, s'intéresse à la tactique de César dans sa correspondance avec Cicéron, entre 55 et 45. Il recense 35 attestations de lettres (20 de César, 15 de Cicéron) et, à partir d'elles, met excellemment en relief l'art de César d'adapter ses lettres, dans le ton comme dans le contenu, à la personnalité de son interlocuteur.

Une part de la déception de ses correspondants tient certainement, dit-il, au fait que les séductions et manœuvres dilatoires qu'il pouvait déployer par écrit ne pouvaient l'être dès lors que César se trouvait à Rome, où il exerçait directement son pouvoir autocratique et était paradoxalement beaucoup moins accessible que par le truchement des lettres. Une analyse originale et entièrement convaincante, appuyée, comme une preuve *a contrario*, sur l'examen d'*Att.*, 9, 18 — relation par Cicéron de l'affrontement direct qu'il eut avec César face à face.

L'étude d'E. Fantham sur « 3 sages et la fin de la République » — Cicéron, Caton et Varron — a beau s'appuyer sur le fait que tous trois étaient à Dyrrhachium (Cic., *Div.* 1, 68), elle n'en demeure pas moins assez superficielle, car les trois *docti homines* n'ont, en dehors de leur ralliement à Pompée, pas grand'chose en commun. Cela dit, les jugements qu'elle porte sur les limites politiques de Caton et sur la « neutralité » de Varron sont tout-à-fait pertinentes.

Avec R. Cluett, nous entrons dans l'après-césarisme, avec l'examen des continuateurs du *corpus Caesarianum*. Abusés par leur pauvreté stylistique, les critiques ont souvent méconnu leur intérêt idéologique. L'auteur montre comment la mise en valeur par eux de l'alliance entre les ennemis politiques de César et les ennemis étrangers de Rome donnait dans leur récit toute sa légitimité à l'action césarienne pendant la guerre civile. Quant à César, son excellence comme chef de guerre n'est jamais mise en doute par eux. Jugements partisans assurément donc, mais très intéressants pour la charge idéologique charriée par ces textes.

Le mérite de M. Toher est de réexaminer d'un œil critique le récit de Nicolas de Damas, secrétaire diplomatique d'Hérode et auteur du plus ancien témoignage impérial sur la dernière année de César et sur sa mort, inclus dans sa biographie d'Auguste. Alors que sa proximité des événements le fait trop souvent considérer comme un témoin sûr — nous sommes l'un des rares à avoir émis des doutes à ce sujet —, l'auteur montre excellemment que son parti-pris augustéen le conduit, par contraste, tout en accablant les césaricides, à dévaloriser l'image de César, présenté comme passif face aux événements dans la dernière année de sa vie. Les rapprochements avec Josèphe sont éclairants et conforteront le lecteur dans la conviction que le témoignage de Nicolas ne saurait être accepté pour argent comptant.

Enfin — dernière intervenante du séminaire — M. Griffin apporte une notable contribution au concept de *clementia* et à son évolution, de César à l'époque néronienne. Elle aussi remarque que César et Salluste évitent d'utiliser le mot ; elle suggère — idée originale, mais qui nous laisse quelque peu sceptique — que la raison pourrait en être la connotation *popularis* qui, selon elle, lui était attribuée. Puis, sous l'influence des philosophies politiques hellénistiques, le terme devient en usage officiel à partir de Tibère. Mais c'est Sénèque qui en fut le véritable théoricien à Rome ; son souci de légitimer le Principat lui fait taire le nom de César dans le *De Clementia*. L'originalité de ces dernières analyses demeure limitée, mais leur justesse ne fait pas de doute.

Les deux ultimes contributions sont — nous l'avons dit — connues par ailleurs. Leur lecture ne profitera qu'aux lecteurs qui ne manient pas d'autre langue que l'anglais — et l'initiative même de l'éditrice montre combien le monde savant anglo-saxon a tendance à fonctionner en vase clos. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de regarder la bibliographie, aussi bien initiale, en tête d'ouvrage, que complémentaire, à la fin de celui-ci : neuf titres sur dix sont en anglais ou en allemand.

Ayant fait le compte-rendu de *L'Ultimo Cesare* pour *Latomus* (XII, 2003, p. 190-192), nous ne pouvons que redire ici ce que nous pensons de ces contributions. E. Gabba nous a paru exagérément sensible au respect apparent du cadre républicain par César dans sa réforme de l'État ; par ailleurs, il dénonce justement

la tendance, née au XIX^e s., à juger César d'après le césarisme. De ce qu'il a raison sur le second point, on ne saurait déduire qu'il a raison sur le premier : à faire entrer de force ses réformes autocratiques dans le cadre républicain, César le faisait éclater. La démarche d'Auguste sera inverse : couler son pouvoir dans le moule préalablement vidé de la République. L'échec du premier et la réussite du second sont peut-être inscrits dans cette différence de méthode pour asseoir leur pouvoir.

Nous souscrivons en revanche complètement aux fines et lumineuses analyses de M. SORDI quand elle montre que le titre de *dictator perpetuus* constitue à la fois une rupture totale avec la tradition républicaine et une forme originale de monarchie (ni *regnum*, ni *basiléia*, ni dictature syllanienne), avec pour seule référence « historique » le « précédent » de Servius Tullius : une dictature « populaire ». Ses conclusions, qui rejoignent par d'autres voies certaines des nôtres, nous paraissent irréfutables. Toute réflexion sur l'irritant problème de la « royauté » de César devra partir des bases posées par la savante italienne.

Le lecteur a-t-il la réponse à la question posée par le titre du livre à la fin de la lecture de ceui-ci ? Disons qu'il a quelques éléments de plus qui lui permettront d'élaborer sa propre réponse à cette question condamnée à rester toujours ouverte.

Paul M. MARTIN.

La Révolution Romaine après Ronald Syme. Bilans et Perspectives, Entretiens sur l'Antiquité Classique, publiés sous la direction de François PASCHOUD, par Adalberto GIOVANNINI et Bernard GRANGE, tome XLVI : Vandœuvres-Genève, 2000, 342 pages.

Ce recueil des célèbres 'Entretiens' ne remet pas en cause, dit le présentateur, la contribution exceptionnelle de R. SYME à l'histoire d'une mutation politique qui porte en germe le siècle d'Auguste, avec son système politique, religieux, économique et culturel. Tout au plus s'agissait-il de dépasser un peu la prosopographie et l'opposition politique violente des protagonistes. Cette contribution collective, en élargissant la méthode d'investigation, approfondit les problèmes institutionnels, financiers, « archéologiques », sociologiques ; rompant avec la perspective tacitéenne qui privilégie les chefs et les classes dirigeantes, l'analyse des forces agissantes du principat naissant revient à une approche plus livienne de l'histoire romaine, celle d'une geste collective d'un *populus* structuré en ordres et en classes (S. DEMOUGIN illustre ce « recentrage »).

F. MILLAR, sur la base de Dion Cassius, de l'épigraphie et de la propagande numismatique, restitue (p. 1 s.) de manière très classique la « première révolution » de l'*imperator Caesar* et les fluctuations constitutionnelles des années 32-28 a.C. Si les *Res Gestae* et leurs ruses sont un peu négligées, si l'antilogie Mécène-Agrippa chez DC est traitée avec légèreté (p. 4, n. 13), la contribution cerne très bien le glissement monarchique qui transparaît sous l'évergétisme « populaire », la création d'un imaginaire du chef — soulignée par P. ZANKER, et complétant les célèbres analyses sur « le programme national » et « l'organisation de l'opinion » — ; l'apport le plus original réside (p. 20-21) dans l'analyse des 'Lettres' (à Rhosus, à Mylasa de Carie). Il est un peu regrettable que ces « Entretiens » ne cherchent pas à réévaluer, en dépassant la thématique, la dimension politique de la littérature augustéenne naissante. J. SCHEID (II, p. 39 s.) a bien marqué les zones d'ombre de la reconstruction symienne dans le domaine religieux (p. 40 s.) ; il a bien noté l'effort du *princeps* pour donner à son pouvoir une aura surnaturelle, par le retour au formalisme divinatoire et liturgique des *auspicia* et des *uota*. Toutes les « restaurations reli-

gieuses », notamment celle des collèges (la reconstruction des temples, en 28, est un peu minorée), éclairent une démarche que R. Syme a trop diluée dans la prosopographie. La date de 12 a. C. — l'accession au grand pontificat — est cruciale — avec l'évolution de l'iconographie du *princeps* —, mais J. Scheid passe un peu rapidement sur la genèse du culte de Rome et d'Auguste, à partir du rescrit de Pergame, et sur les mystiques du renouveau liées à une conception cyclique du Temps (p. 62-63). L'hyperrationalisme de Syme minore aussi bien les forces spirituelles que leur encadrement philosophique — la théologie « civile » de Varron — contribue à renforcer dans leurs limites. La Discussion me semble ne pas dégager assez nettement la double lecture du principat, théologico-politique en Occident, théocratique en Orient. On lira avec le plus grand intérêt le troisième chapitre : l'étude de S. Demougin (p. 73 s.) sur « les acteurs secondaires de la révolution romaine ». Il est exact que Syme a quelque peu dégradé le *populus* en *plebs*, sinon en *turba* ; mais la grande ruse du « prince » n'est-elle pas (toutes les *Res Gestae* en témoignent, et dès le prologue) de représenter les aspirations séculaires de la plèbe, en les intégrant à la légalité du *populus* ? Le rôle des *milites*, masse tumultueuse et graduellement disciplinée, mais toujours travaillée par l'agitation séditieuse (p. 89 s.), est très bien cerné, avec l'intégration « coloniaire » des vétérans, désormais profiteurs de la révolution. Peut-être serait-il expédient, au-delà des forces centripètes de la « révolution », de faire une place aux bourgeoisies provinciales clientes.

L'étude *Macht und Geld* de M.A. Speidel (p. 113 s.) suscitera peu de remarques critiques. À partir des crises institutionnelles qui mettent en cause la « dyarchie » prince/sénat, et du *rationarium imperii* de 23, on nous retrace un « apprentissage financier » d'Auguste ; le problème du financement de la révolution, inséparable du césarisme démagogique, a été magistralement, on le sait, traité par A. Alföldi (p. 122-123) ; à l'illégalité financière, notamment en matière de prélèvements et de confiscations (p. 124-125), a succédé, à partir de 27, le souci de définir les 'Entscheidungsbefügnisse' pour l'*aerarium populi Romani* (p. 126 s.) ; les « préposés », illustrant le partage des compétences et la diversité des situations économiques et fiscales (p. 140 s.), sont bien définis, *quaestores Augusti*, *publicani* percepteurs, *praefecti aerarii Saturni*. Suit un bilan minutieux des servitudes budgétaires, notamment des dépenses militaires, résumé par le célèbre *breuiarium totius imperii* : les arrière-plans fiscaux de la restructuration des Gaules sont explicités (p. 143 s.), ainsi que la création de l'*aerarium militare*. Reste que la *liberalitas principis* (p. 147) est seulement évoquée, malgré le riche apport de H. Kloft ; le « système » et ses références politiques peuvent être approfondis. L'*Imperium Maius*, qui dément le chapitre XXXIV des *RG*, est étudié exhaustivement par Kl. M. Girardet (p. 167 s.) — la définition légale du « principat » étant une des lacunes de la recherche après Mommsen, et les implications idéologiques étant souvent minorées. Kl. M. Girardet explore les précédents républicains et la caution de ces *exempla*, avant de centrer le débat sur les « remises en ordre des années 27 et 23 » (p. 189 s.). Les corollaires administratifs sont ensuite étudiés en détail, p. 203-204 (l'articulation des pouvoirs du prince avec le pouvoir des proconsuls) : on note la très pertinente analyse des Édits de Cyrène ; la section IV, sur l'*imperium* des membres de la *domus Augusta*, apporte des éléments très intéressants sur la nature dynastique du principat.

Une des curiosités limitées de Syme et de son école concernait le dossier architectural et archéologique du nouveau régime. R. Hölscher, dans *Augustus und die Macht der Archäologie*, p. 236 s., insiste sur « les voix du silence », dans une synthèse souvent hypothéquée par le 'Bericht' (les travaux de Zanker et les articles de *Saeculum Augustum*, III sont bien connus). On sera d'accord sur les grandes idées de IV : 'Die Politik des Bauens' (p. 247 s.) ; or les arêtes vives de cette

politique de l'urbanisme au service d'une politique sont mal explicitées, pour les motivations (popularité ; évergétisme ; *securitas* et *maiestas* sous-estimées), pour les théories régnantes (P. Gros négligé ; Vitruve, théoricien de la « reconstruction » et de l'urbanisme vertical, omis). Mais le sujet essentiel, l'art augustéen, est assez bien présenté dans ses formes publiques et privées (p. 259 s.), en faisant la part de l'allégorisme politique (iconographie du chef) et des modes esthétiques. Reste que dans ces domaines on peut opérer une confrontation plus systématique de la poésie « épidéictique » et des arts figurés, dans le cadre du « programme national ». Les lacunes de la contribution précédente ont été — partiellement — comblées par A. Wallace-Hadrill, *The Roman Revolution and material culture* (p. 283 s.). Après un préambule diffus, du genre 'Bericht', l'auteur tente de cerner l'aspect « paradoxalement social » de la grande mutation (p. 290 s.). L'opposition entre la décadence morale de la noblesse et la *uirtus* des *uiri municipales*, idée de R. Syme, appellerait une étude de fond de la *luxuria*, voire des « lois somptuaires ». Le Vitruve de l'auteur ('Urbanization', p. 295 s.) reste sommaire, cf. *supra*, qu'il s'agisse des *insulae* (II.8), des problèmes d'hygiène liés à l'implantation du théâtre, de la théorie médicale des vents, des structures construites de l'athlétisme (p. 302 : voir les problèmes du « sport » augustéen). Le 'private housing', borné à la *domus* et à la *uilla*, est bien simplifié.

On admettra que ces « Entretiens » enrichissent l'apport de Syme et de son école, élargissent les perspectives : mais le témoignage littéraire et l'idéologie augustéenne sont quelque peu minorés.

Jean-Marie André.

K. Bringmann-Th. Schäfer, *Augustus und die Begründung des römischen Kaisertums* : Berlin, éd. Akademie Verlag (coll. *Studienbücher. Geschichte und Kultur der alten Welt*), 2002. 394 pages.

En 1939 parut *La Révolution romaine* de Sir R. Syme et depuis, malgré les manques évidents (soulignés dans *La rivoluzione romana. Inchiesta tra gli antichi*, Naples, Jovene, 1982 qui rassemble les contributions réunies par la revue *Labeo* à l'occasion des quarante ans de l'ouvrage de R. Syme, ainsi que *La révolution romaine après Ronald Syme : bilans et perspectives*, édité par A. Giovannini en 2000, Entretiens sur l'Antiquité classique 46), l'on n'a jamais fait mieux. Dans sa manière d'analyser la manière dont le jeune César devint Auguste et installa à Rome une monarchie déguisée, dans son utilisation de la prosopographie pour souligner le changement du personnel politique, Syme renouvela complètement les perspectives et, plus de soixante ans après, son ouvrage reste une référence essentielle. Le livre de K. Bringmann et de M. Schäfer ne se situe pas sur le même plan, puisqu'il s'agit d'un ouvrage de synthèse destiné aux étudiants en histoire ancienne, aux enseignants et aussi à un public plus large selon les vœux des éditeurs, mais il a pour sujet le passage de la République au Principat et donc il s'inscrit dans le prolongement des études sur la « révolution romaine ». K. Bringmann, qui a composé la plupart des chapitres, est bien connu parmi les antiquisants d'outre-Rhin : professeur d'histoire ancienne à Francfort, il a écrit sa thèse, parue à Göttingen en 1965, sur les idées politiques d'Isocrate, et ses travaux en vue de l'habilitation portaient sur les œuvres de Cicéron dans les années quarante (*Untersuchungen zum späten Cicero*, 1971). Th. Schäfer, qui a fait une très belle thèse sur les symboles du pouvoir (*Imperia insignia. Sella curulis und fasces. Zur Repräsentation römischer Magistrate*, Mainz, 1989) est professeur à l'Université

de Greifswald en archéologie : il s'est surtout chargé du chapitre consacré à l'architecture augustéenne.

Le livre se compose de deux grandes parties : une longue introduction d'environ cent pages sur les principaux aspects de l'ordre instauré par Auguste et un ensemble de sources, essentiellement une anthologie de textes anciens traduits par K. Bringmann. Ce dernier a organisé son introduction en quatre temps, avec tout d'abord un rappel chronologique des événements survenus entre les Ides de Mars et Actium. Il n'y a pas grand'chose à dire sur cette partie narrative, sinon que l'auteur nous semble faire bon compte de la cruauté du jeune César. Il est un peu facile, à notre avis du moins, de passer aussi rapidement sur la proscription en insistant surtout sur ses avantages financiers et d'évoquer les massacres de Pérouse avec un « es wurde behauptet » (p. 34) qui renvoie dans le vague le lecteur.

On trouve ensuite trois études thématiques : la première porte sur l'installation du principat et ses appuis. Les aspects juridiques de la mise en place progressive du principat sont présentés en prenant en compte des études récentes comme le magistral *Consulare Imperium* d'A. Giovannini. K. Bringmann s'intéresse ensuite aux moyens financiers d'Auguste, dans le prolongement de ses recherches sur l'évergétisme dans le monde grec. L'auteur aborde ensuite la question du rôle du Sénat et de l'ordre équestre, avant d'étudier les nouveaux cursus et les nouvelles fonctions offertes aux chevaliers, mais curieusement il omet les préfectures les plus importantes (p. 66 et 69), en particulier la charge de préfet du prétoire qui joua pourtant un rôle essentiel par la suite. Cette partie se clôt avec la place de l'armée, que R. Syme n'avait pas mise en lumière : là, en revanche, on a droit à quelques redites sur la « caisse de retraite » des soldats. Il est vrai que le sujet est d'actualité en Allemagne comme en France ...

La deuxième étude thématique aborde la question de l'œuvre d'Auguste : la pacification, le programme architectural à Rome, les réformes de société (lois somptuaires, lois sur le mariage, etc ...), les conquêtes extérieures et les mesures administratives (recensements, impôts, routes ...). Il serait vain de commenter à chaque fois la manière dont K. Bringmann aborde ces différents thèmes : il a en général une attitude mesurée et l'on ne peut guère contester ses conclusions. Néanmoins, quelques oublis nous paraissent regrettables. Nous ne citerons que cet exemple : lorsque K. Bringmann évoque l'obsession de la décadence à la fin de la République (p. 93), il ne cite pas Salluste qui est pourtant le grand écrivain qui a développé ce thème.

La troisième et dernière étude est consacrée à l'opinion publique. Là encore, on ne peut que regretter un oubli important. L'auteur revient tout d'abord sur les honneurs décernés à Auguste et la question du culte impérial avant d'indiquer qu'il y eut aussi une opposition politique. Or, il ne cite que les historiens (et surtout Tacite, malgré l'anachronisme, puisque l'on n'a pas conservé les œuvres des contemporains d'Auguste), mais semble négliger toutes les autres formes d'opposition écrites — en vers notamment, dès les années 40 avec Cassius de Parme — et orales. La très récente communication de Madame le Professeur M. Ducos sur le droit romain et la polémique montre bien la variété des manifestations d'hostilité.

La deuxième partie du livre nous paraît excellente : si l'exercice de la synthèse est toujours périlleux sur une question aussi vaste, si l'absence de nombreuses références dans l'introduction peut sembler frustrante (en fait, on les trouve dans les notes concernant les sources), en revanche le choix des documents et leur commentaire sont remarquables. Il n'y a aucune comparaison possible avec l'ouvrage classique de V. Ehrenberg et A.H.M. Jones, *Documents illustrating the Reigns of Augustus and Tiberius* (Oxford, 1949), qui est assurément précieux pour des historiens, mais bien trop austère pour le grand public avec ses listes de

descriptions de monnaies (sans planches) et d'inscriptions. Il vaut mieux, pour mesurer l'intérêt du livre de K. Bringmann et Th. Schäfer, se référer au remarquable recueil de K. Chisholm et J. Ferguson, *Rome. The Augustan Age* (Oxford, 1981), qui reprend un peu le même ordre qu'Ehrenberg-Jones (*Res Gestae*, *Fasti consulares*, calendriers, puis organisation par thèmes comme les événements politiques ayant amené Octave au pouvoir, l'administration, les réformes, l'art et la littérature, les provinces), mais en utilisant également des textes littéraires, les historiens antiques, et en ajoutant des explications à chaque extrait ou presque. K. Bringmann et Th. Schäfer se sont inspirés de ce recueil, mais avec des différences notables : ils ont recentré leurs sources autour d'une période bien précise (des Ides de mars à la mort d'Auguste), soigné particulièrement l'iconographie (les reproductions de monnaies sont insérées parmi les textes avec beaucoup d'à-propos, ainsi pp. 286-287 par exemple, ce qui fait un très joli livre) et surtout ajouté des développements consacrés à l'architecture (pp. 224-264 principalement) qui n'existaient pas dans les autres ouvrages mentionnés plus haut et donnent un prix unique à leur ouvrage.

L'ensemble est donc solide, agréable à lire (on signalera une erreur de typographie p. 269 « Oberponitifkat » pour « Oberpontifikat »), et donne une bonne idée de l'état de la recherche sur la mise en place du Principat. On y trouve les principaux points étudiés ces dernières années par les chercheurs : les étapes de la prise du pouvoir d'Octave, la question de l'*imperium* d'Auguste, le rôle de l'armée, l'organisation des finances de l'État ... Certes, il se trouve limité par des oublis voulus — la littérature et l'art en dehors de l'architecture — et d'autres sans doute involontaires, mais il est précieux par son actualité et la place accordée à l'archéologie. On trouve à la fin de l'ouvrage plusieurs compléments bienvenus : deux cartes, un glossaire, une chronologie, et une bibliographie assez brève, qui ne comporte que des ouvrages de langue allemande ou anglaise.

Yasmina Benferhat.

Mario Pani, *La corte dei Cesari fra Augusto e Nerone*, Biblioteca Essenziale Laterza, nº 54, Storia antica : Rome-Bari, Laterza, 2003, 142 pages.

Mario Pani apporte avec cet opuscule sa contribution à un courant historiographique particulièrement actif ces dernières années et qui consacre ses analyses à la notion de cour et à sa pertinence au Haut-Empire. Dans sa « Préface », l'auteur précise que s'il est amené par son sujet à parler d'histoires de palais, il se place néanmoins dans la perspective de la « Grande Histoire » et de la longue durée. Vient alors une « Introduction » plus détaillée, où l'auteur replace le phénomène particulier qu'on appelle « la cour » dans l'histoire générale de l'Occident et précise qu'il s'intéresse à la cour impériale en gestation, c'est-à-dire pas encore détachée d'un modèle de gouvernement électif préexistant, et n'ayant pas encore toutes ses caractéristiques ultérieures. P. pose le problème de la « consistance institutionnelle » de la cour, de ses éventuelles fonctions gouvernementales, de ses frontières et des limites de son action. La réflexion de P. se développe alors en trois parties, dont une citation de Marc Aurèle décrivant la « cour » d'Auguste constitue le fil directeur (*Pensées* 8.31).

La première partie, conceptuelle, établit une corrélation entre la cour et la *domus* du prince, réalité aussi bien spatiale que familiale. La cour (*aula Caesaris*) se construit « autour » de la *domus* du prince et semble clairement identifiable à partir de Tibère. La notion de proximité est ici essentielle et justifie que P. ne

s'intéresse qu'à l'entourage immédiat et pas aux représentants du prince en province par exemple (il renvoie pour ces aspects au livre de F. Millar, *The Emperor in the Roman World*). P. analyse ensuite la composition de la cour : la *nobilitas* y est associée au régime, à ses risques et périls, tandis que les *homines noui*, solidaires de la *domus* impériale, s'y fraient progressivement un chemin vers le pouvoir. L'émergence de la cour se concrétise par l'apparition d'*amici principis* qui ne sont plus de véritables amis, mais des gens qui ont accès au prince, selon des modalités diverses qui introduisent entre eux une hiérarchie (P. s'avoue ici tributaire des travaux d'A. Winterling). Les *amici* cependant n'ont pas au Haut-Empire une véritable position institutionnelle et leur rôle demeure flou et ambigu. La *familia Caesaris* enfin reçoit des missions administratives de plus en plus grandes, et si elle tient étroitement à la cour en raison de ses relations avec le prince, elle s'en écarte aussi pour annoncer les grandes bureaucraties occidentales.

Dans sa deuxième partie, consacrée aux protagonistes et au fonctionnement de la cour, P. procède tout d'abord à un parcours chronologique règne par règne. P. souligne l'importance de l'absence de descendance mâle d'Auguste pour la constitution de l'*aula Caesaris* : ce manque de fils explique l'apparition du concept de *domus Augusta*, l'intégration des grandes familles, et les divisions survenues à propos de la succession du prince. L'année 4 de notre ère, marquée par l'entrée dans la famille d'Auguste de Tibère et de Germanicus, lui paraît à cet égard la date fondamentale (p. 39). Il relève ensuite au sein de chaque règne les épisodes centraux pour l'histoire de la cour. Ce panorama chronologique est suivi d'une série d'aperçus synthétiques : sur la durée, le phénomène fondamental serait l'affirmation des familles nouvelles, qui prennent le contrôle du Sénat et de l'entourage des princes au point de leur succéder le moment venu, tandis qu'apparaissent rapidement des figures caractéristiques de la cour, tels les affranchis ou les militaires, mais aussi les conseillers et les intellectuels. La cour enfin, où se côtoient tous ces personnages très différents, tisse progressivement des liens avec le Sénat et les tribunaux et prend un rôle institutionnel. Cette évolution a pour spectateurs dépossédés de tout véritable rôle politique l'ensemble des Romains.

La troisième partie est consacrée à l'analyse de la cour comme milieu de production d'idées politiques et à la mise en évidence d'un « style de vie » de cour. Les grands courtisans auraient des visions particulières du principat, oscillant en gros entre le modèle augustéen, plus absolu, et le modèle tibérien, plus souple et plus ouvert au Sénat, avec des nuances nombreuses. La loyauté à telle ou telle partie de la *domus Augusta* jouerait également un rôle dans le domaine des idées politiques et des comportements. P. établit ensuite des correspondances entre ces conceptions et une certaine ostentation des mœurs, valorisant le luxe et le faste ou au contraire une certaine austérité. Le ton est donné par le prince et repris par les courtisans. Cette troisième partie comporte enfin un paragraphe de conclusion soulignant que si les écrivains postérieurs marquent leurs distances quand ils font référence à la cour julio-claudienne, ils considèrent implicitement la cour comme un « espace essentiel », indispensable au pouvoir.

Le livre est complété d'une note bibliographique où les principaux ouvrages sont rassemblés thématiquement et brièvement commentés, d'un glossaire, d'une liste des principales sources littéraires, de 9 tableaux généalogiques et d'un *Index nominum*.

On ne peut que se féliciter qu'un historien de l'importance de Mario Pani ait choisi de s'intéresser au problème de la cour impériale. Son livre résume utilement les positions de ses principaux devanciers, de T. Mommsen à A. Winterling et A. Wallace-Hadrill ; mais malgré sa taille, ce livre ne se résume pas à une synthèse et contient un grand nombre de vues originales. On appréciera l'agilité

d'esprit et la clarté de P. dans la partie conceptuelle de l'ouvrage. Particulièrement intéressants sur le fond me semblent ses développements sur les idées politiques à la cour et sur les conceptions personnelles que peuvent avoir un Fabius Maximus ou un Ateius Capito. Il n'est pas inutile de rendre une certaine consistance intellectuelle à des personnages que l'analyse des rapports de force et des carrières réduit trop souvent à de simples pions dans une lutte acharnée pour le pouvoir. On pourrait peut-être contester à P. sa périodisation trop stricte (l'année 4 comme année de naissance de la *domus* d'Auguste), ou sa vision parfois trop conflictuelle des relations de la cour et du Sénat (voir sur ce point F. Hurlet, « Les sénateurs dans l'entourage d'Auguste et de Tibère. Un complément à plusieurs synthèses récentes sur la cour impériale », *RPh*, 74, 2000, p. 123-149). Mais il ne s'agit que de nuances sur lesquelles il y a toujours place pour la discussion. On peut aussi relever quelques détails plus gênants, comme la présentation p. 40 de la mise à l'écart d'Agrippa Postumus comme une « expulsion de la famille impériale » (voir sur ce point S. Jameson, « Augustus and Agrippa Postumus », *Historia*, 1975, p. 287-314 et notre article dans *RPh*, 75, 2001) ou une coquille p. 62 sur le *cognomen* du père de Néron. Mais ces défauts n'enlèvent pas son intérêt à ce petit ouvrage très stimulant et qui se lit agréablement.

Arnaud Suspène.

J. M. Blázquez, *Trajano* : Barcelone, Ariel, 2003, 309 pages.

D'un livre sur Trajan, on attend au moins une présentation du personnage, un récit des guerres contre les Daces et contre les Parthes. Une enquête plus poussée devrait présenter les sources, poser la question de la culture du prince, rappeler l'annexion de l'Arabie et étudier sa politique à l'égard des provinces. Cet empereur a connu un regain d'intérêt ces dernières années car, en 1998, on célébra l'anniversaire de son accession au pouvoir, en 98 après J.-C. Comme il est né à Italica, en Andalousie, nos collègues et amis espagnols se sont sentis plus directement concernés que nous.

L'ouvrage de J. M. Blázquez s'ouvre sur une présentation des sources, peu nombreuses comme on sait, et il poursuit par une réflexion historiographique qui commence à Voltaire (p. 19-30). À juste titre, il accorde une grande place au vieux livre d'E. Paribeni, *Optimus princeps*, Rome, 1926-1927, 2 volumes. En France, deux grands auteurs ont exprimé des points de vue radicalement opposés sur Trajan. Si, pour J. Carcopino, dans un célèbre ouvrage de la collection « Vie quotidienne », Trajan est bien l'*optimus princeps*, comme l'avait vu E. Paribeni, pour P. Petit, il n'était qu'un soudard au front bas, porté sur le mauvais vin et les petits garçons. Quoi qu'il en soit, pour comprendre la politique de Trajan, il faut connaître celle de Nerva, qui l'a précédé et qui l'a choisi comme successeur, et J. M. Blázquez la présente donc (p. 33-45). Puis il promène le lecteur à travers un arbre généalogique qui commence par un obscur Trahius et qui se termine ici à Marc Aurèle. Le futur prince a reçu une formation militaire qu'il convient de ne pas négliger. Le chapitre des guerres (p. 81-118) commence, presque sans transition, par la guerre dacique. Ce qui est original, c'est une enquête sur les sources qui font connaître ce conflit, la colonne Trajane à Rome, le *Tropaeum Traiani* à Adamklissi, certains reliefs de l'arc de Constantin, à Rome, qui proviennent de monuments trajaniens, et surtout la numismatique. La guerre parthique est évacuée en quelques pages (p. 114-116), ainsi que la révolte juive (p. 116-118). La politique de Trajan à l'égard des provinces a bien retenu l'attention de l'auteur, qui accorde plus

d'intérêt à l'Europe centrale (p. 125-158) qu'à l'Orient (p. 121-123). Le plus intéressant vient ensuite. Trajan avait un programme politique beaucoup moins belliqueux qu'on ne pourrait le croire (p. 159-198). Le prince espagnol pensait qu'il fallait redonner tout son lustre à Rome et aider l'Italie à retrouver une population nombreuse et la prospérité. Les reliefs de l'arc de Bénévent expliquent les grands thèmes de cette politique, si peu belliqueuse. Ils font donc comprendre pourquoi a été construit le forum dit de Trajan à Rome et pourquoi le port d'Ostie a été agrandi, pourquoi aussi ont été institués les *alimenta*, ces institutions qui permettaient d'entretenir des orphelins nés de parents libres dans la péninsule. Dans ces conditions, la politique de l'empereur à l'égard des provinces demande un nouvel examen. À la différence de beaucoup de ses prédécesseurs, Trajan ne s'est pas désintéressé de l'économie (p. 217-250), mais il s'en est occupé comme on pouvait le faire de son temps, c'est-à-dire surtout à travers une politique monétaire ; et il a bien sûr privilégié les campagnes de l'Italie. Dans le domaine religieux, Trajan ne se singularisait pas et il honorait tous les dieux de Rome ; il a manifesté une attitude plutôt modérée à l'égard des chrétiens, comme l'apprend la correspondance de Pline le Jeune (p. 259-261). Enfin, ce règne, règne de culture, a vu fleurir plusieurs grands auteurs. Pour la littérature latine, on rappellera l'historien Tacite, les écrits de Pline le Jeune (*Panégyrique de Trajan* et *Lettres*), ainsi que les œuvres en vers de Martial, Juvénal et Silius Italicus. Dans le même temps, l'Orient grec amorçait une belle renaissance avec Plutarque et le rhéteur Dion Chrysostome. Au total et en conclusion (p. 283-286), sans sombrer dans l'apologie, J. M. Blázquez se situe plus près de J. Carcopino que de P. Petit : les années 98-117 furent une belle époque pour l'empire, pour les lettres et pour les arts. Trajan était un homme bien éduqué, sans doute un stoïcien (là-dessus, on verra E. Cizek, *L'époque de Trajan*, Paris, 1983). Il fut un politique habile, qui sut s'entendre avec le Sénat, et un bon général. On fera toutefois remarquer que la guerre contre les Parthes s'est plutôt mal terminée.

J. M. Blázquez a choisi de s'adresser à un public cultivé, sans tout à fait négliger les spécialistes. Il a rédigé un récit vivant et intéressant, original et clair, qui devrait toucher de nombreux lecteurs. Les érudits trouveront une bonne utilité à ce livre où la bibliographie atteint quatorze pages, mais qui ne comporte pas de notes de bas de page et pas d'iconographie, sauf une carte (p. 22), un tableau généalogique (p. 50) et une statue en couverture. Ce *Trajan* marque une étape importante dans l'historiographie consacrée à cet empereur.

Yann Le Bohec.

E. Todisco, *I veterani in Italia in età imperiale*, Documenti e studi, 22 : Bari, 1999, 321 pages, 2 cartes.

L'auteur se penche sur une question qui, comme elle le souligne, a été envisagée pour la République, mais pas pour l'Empire romain, ce qu'on peut comprendre car sous la République, l'enjeu des déductions vétéranes est capital. En prenant en compte la qualité de vétéran (l'auteur dit « rang », terme qui paraît inapproprié), même non explicitée mais découlant d'indices internes aux textes, on arrive à 121 inscriptions pour 124 vétérans légionnaires (plus environ 70 de vétérans d'origine non discernable). À juste titre, l'auteur n'a, en effet, retenu que les vétérans légionnaires ; encore eût-il fallu que cela fût spécifié, d'abord dans le titre. Il n'empêche que la comparaison avec les autres groupes de vétérans très présents en

Italie, les marins et les prétoriens, court dans tout le volume sans être aboutie ; de même, une confrontation avec les vétérans légionnaires attestés dans les provinces aurait été bienvenue. Les régions (hors Rome et les environs) sont envisagées une à une, à la suite, les textes présentés, ou plutôt résumés : le nom du vétéran est indiqué, les autres informations regroupées dans un commentaire. Chaque région fait l'objet d'un récapitulatif avant une courte synthèse (60 p., pour 190 p. sur les régions). Un des problèmes essentiels est celui de la superposition ou du décalage entre lieux d'attestation, de service et d'origine ; il n'est pas éludé mais n'est pas clairement élucidé. Que, quand l'*origo* est exprimée, elle ne corresponde au lieu de trouvaille des inscriptions que dans 2 cas sur 15 n'est ni étonnant, puisqu'elle a moins de chances d'être citée quand elle est locale, ni concluant ; il faut donc tenter de la déterminer, par comparaison entre lieu de recrutement et lieu de trouvaille (les listes interminables, inexploitables, auraient dû être remplacées par des tableaux), ou par analyse onomastique. Ce dernier recours, nécessaire, est délicat car les recensements de noms s'enrichissent sans cesse, modifiant la détermination de l'origine : un exemple, Micia n'est pas nîmois, mais sans doute aussi trévire (p. 37). Même quand on dispose d'informations, leur interprétation est complexe : le vétéran Magius, attesté à Capoue à l'époque augustéenne (p. 14), est-il issu de la famille des *Magii* connue sur place, donc revenu à la maison ? ou, vu sa date, ne serait-il pas plutôt à l'origine de ce rameau de la famille, d'autant que des homonymes sont attestés ailleurs (n. 28) ? Il ne s'agit pas de critiquer l'auteur pour avoir posé la question et tenté de la résoudre, mais de montrer la complexité de sa tâche. Il est donc compréhensible que la conclusion à laquelle elle parvient ne soit pas novatrice : les vétérans ne s'installent pas obligatoirement dans leur cité d'origine ou dans celle de leur service, mais dans des régions qui offrent des possibilités économiques, et ils s'y installent avec des camarades ; encore eût-il fallu là encore, pour apprécier la situation, faire des bilans par tableaux. Généralement, en l'absence fréquente de conclusion nette, il est difficile au lecteur de se forger une opinion, d'une part parce que, en dépit de l'énumération des documents, la maîtrise de la documentation est malaisée, les renvois aux textes n'étant faits que par une référence épigraphique (il faut chercher dans l'index les mentions antérieures pour trouver de quels personnage et lieu il s'agit), d'autre part parce que, même une fois la source repérée, sa présentation est trop succincte. Au lieu, pour gagner de la place, de ne reproduire que les informations minimales sur le soldat, il eût fallu sélectionner systématiquement les données qui font l'objet de déductions : les autres personnes citées et leur rapport avec le vétéran (pour l'intégration sociale, p. 206) ; les fonctions publiques (peu d'insertion dans la communauté ; p. 214 : 9 vétérans sur 124 exercent des responsabilités, sans que les raisons invoquées, surtout profiter de l'exemption des *munera*, soient renouvelées par rapport à la vision traditionnelle ; mais, plus intéressant, ceux qui ont fait carrière ne viennent pas de la ville où ils sont magistrats ; à recouper avec la constatation que les vétérans ne rejoignent pas leur localité d'origine à leur retraite, p. 245 ; et en tirer des conséquences, la rupture avec le milieu social que représente le service, très lourd du point de vue de la durée et du contact culturel). Un axe de réflexion fondamental, bien vu comme tel dans la synthèse mais jamais mis en valeur au fil des pages et négligé dans les notices, est la question de la citoyenneté du vétéran légionnaire lui-même et de sa famille. Son évaluation repose, par force, sur l'onomastique qui doit être traitée avec la plus grande rigueur, à commencer par le vocabulaire (gentilice, nom unique, surnom doivent être soigneusement distingués, puisque leur emploi induit le statut civique). La confirmation explicite du recrutement de non citoyens dans les légions est intéressante ; il va de soi que ces personnages ne sont alors pas originaires d'Italie, mais il fallait saisir l'occasion d'élucider

le sort de leurs conjointes et descendants. Là encore, des tableaux comparatifs, présentant les vétérans à *tria nomina*, *duo nomina*, leur datation (souvent illusoire, puisqu'on retombe la plupart du temps sur les IIe-IIIe s.), la nomenclature de leurs épouses et enfants et le mode d'expression de la filiation, ainsi qu'une indexation par élément de noms et non globale auraient été indispensables. Iulius Gaianus qui a pour enfants Iulius Gaius et Iulia Gaiana (par erreur, Gaia p. 84 n. 35) est celte plutôt qu'africain ; mais rien ne dit qu'il est le premier citoyen de sa famille, la transmission d'un *cognomen* avec suffixation une génération sur deux étant bien attestée (la référence d'origine, *AE* 1975 325, le dit prétorien, ce qui n'est ni mentionné ni discuté ici). C. Atilius Mocetius et C. Atilius Macer, deux frères qui n'indiquent pas leur patronyme, ont-ils été promus citoyens ? ou n'ont-ils pas pleinement connaissance des habitudes onomastiques romaines (p. 179 ; 201) ? se demande l'auteur. Devenus magistrats, l'un à Milan l'autre à Côme, les deux *C. Atilii* ont les mêmes prénom et gentilice parce qu'ils sont fils d'un citoyen qui s'appelait C. Atilius : de leurs deux surnoms l'un est celtique (Mocetius), l'autre latin parce qu'ils viennent de Transpadane. Leur cas, précisément analysé, aurait dû orienter E.T. vers une interprétation plus prudente de « l'omission du patronyme », c'est-à-dire de la filiation ; elle ne prouve ni une promotion récente ni une maîtrise approximative de l'expression onomastique, peu vraisemblable pour qui a passé des décennies dans une ambiance romaine ; elle reflète la conscience qu'un vétéran de légion est, la plupart du temps, de famille citoyenne et qu'il est donc inutile de le repréciser, et révèle au contraire une connaissance approfondie de la culture et de la société. Le raisonnement aurait été clarifié par des rapprochements, par ex. avec le cas de P. Tutilius P. f., fils de citoyen donc, à Milan, dont les enfants se désignent ainsi (si on se fie aux restitutions, p. 172-173) : (P. ?) Atecinx (? ou plutôt -cingis), Deminca, Andoblationis, Gnata, tous P. f. ; plutôt qu'y voir un manque de maîtrise des usages romains dans un contexte privé (dans un texte qui comporte une double datation consulaire !), il faut y reconnaître un indigène transpadan, le choix des surnoms en témoigne, dont la famille comprend si bien les pratiques romaines qu'elle sait qu'elle peut faire, dans une énumération, l'économie du gentilice car la filiation l'inclut dans le cercle citoyen.

Le livre est utile par le bilan qu'il établit de diverses discussions de points précis (les *praemia duplicia*, p. 174 ; les *missicii*, p. 255 ; les *curatores ueteranorum*, p. 264) ; ou de questions plus vastes (la légalité du mariage des légionnaires, p. 207 ; leurs activités économiques, plus importantes que leurs occupations municipales ; les zones de recrutement, les conséquences de leur installation — un peu pompeusement désignées comme « phénoménologie de la présence », p. 223) ; les exposés historiographiques, toujours honnêtement présentés, sont précieux, même si on aurait souhaité que l'auteur ait plus confiance en elle et prenne parti, dans les limites du raisonnable et quitte à rectifier son verdict par la suite. On ne peut s'empêcher de penser que, dans cette réserve excessive par rapport aux dépouillements qu'elle a menés à bien, elle a été desservie par les mêmes lacunes qui entravent le lecteur dans son jugement : une mise en série insuffisamment rigoureuse, qui, seule, dans ce contexte documentaire, permettait de proposer des solutions. En définitive, on quitte ce livre avec un sentiment d'occasion ratée.

Monique Dondin-Payre.

Catharine Edwards et Greg Woolf (éd.), *Rome the Cosmopolis* : Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 249 pages.

Ce volume en dix chapitres est écrit en hommage à Keith Hopkins, Professeur d'histoire ancienne à l'Université de Cambridge de 1985 à 2001, par quelques-uns de ses anciens élèves. Il débute par une solide introduction de Catharine Edwards et Greg Woolf, qui ont pris en charge l'édition de l'ouvrage. Leur questionnement part d'une citation de Martial (*Spect.* 3, 1-2) évoquant les origines variées des spectateurs du Colisée. De même que les gladiateurs ou les animaux montrés en spectacle, les spectateurs eux aussi viennent de partout et représentent l'immensité et la diversité du territoire romain. L'un des principaux enjeux de ce livre est de s'interroger sur les expériences de ces millions de gens, venus à Rome pour visiter ou pour y vivre, trop souvent aussi pour y mourir. La ville, peu à peu, s'est appropriée les éléments du monde conquis et les a remis dans un nouveau contexte, donnant ainsi l'impression d'absorber le monde. Les Romains, à partir de Cicéron, et les Grecs, ont ainsi mis en avant l'idée que Rome était en quelque sorte équivalente au monde. Or l'assimilation de Rome au monde et du monde à Rome pose de nombreuses questions sur la nature des relations qui unissent la cité et l'empire. Les écrivains anciens ont par exemple souligné l'impact de la cité sur l'empire ; à l'inverse, d'autres auteurs, comme Vitruve ou Pline l'Ancien, se sont davantage souciés des manifestations de l'empire à l'intérieur de la ville elle-même. Rome a ainsi pu être perçue comme un résumé du monde, chez Galien par exemple, qui explique qu'il peut y voir un nombre immense de luxations de membres car la population est de nature très variée.

Ce qui est sûr, c'est que la relation entre *urbs* et *orbis* a fortement marqué le paysage urbain de Rome. L'empire a mis son empreinte sur l'aspect physique de la ville, en particulier sur ses monuments, et trois chapitres de notre recueil s'attachent à analyser les significations de cette empreinte. Mary Beard (chapitre 2) explore la représentation de l'empire dans la cité à travers la cérémonie bien particulière du triomphe. Elle s'intéresse précisément au triomphe tel qu'il est raconté par les auteurs anciens, qui mettent en place une série de stratégies mimétiques pour montrer que le rituel du triomphe était un véritable spectacle, plaçant sous les yeux de la foule, elle-même composée de peuples conquis ou de leurs descendants, toutes sortes de trophées exotiques : on rejouait parfois même la bataille pour s'assurer l'adhésion du public. Catharine Edwards (chapitre 3) évoque une autre forme d'empreinte de l'empire sur la capitale : la surabondance des statues, que l'on a pu appeler la « seconde population de Rome » (Cassiodore) et dont une grande partie a été rapportée des pays conquis comme symboles de la domination romaine. Elles ne passaient pas inaperçues pour les citadins romains : elles avaient une importante fonction de repérage dans la ville et beaucoup étaient sensibles à leur pouvoir esthétique. Les statues pouvaient même provoquer des réactions d'ordre émotionnel, comme la peur, le désir, la rage, cristallisant ainsi, au cœur de la cité, les tensions et les ambiguïtés entre dominateur et dominé. Parmi les nations conquises ayant le plus fasciné les esprits romains, on compte l'Égypte qui a fait l'objet d'une étude de Caroline Vout (chapitre 9). Elle se pose notamment la question des sens possibles de l'imagerie égyptienne dans Rome, en examinant la pyramide de Gaius Cestius (vers 12 av. J.-C.). Ce tombeau, construit dans Rome, a longtemps été perçu comme une aberration : on a même voulu croire qu'il était le symbole d'une adhésion à Marc Antoine. Pourtant, cette pyramide n'est pas si surprenante dans une cité multiculturelle : elle est l'expression naturelle de l'unifi-

cation politique de Rome avec le sud et l'est, et de la vocation de cette cité polymorphe à échanger avec les autres cultures, voire à les absorber.

La topographie de la ville a changé avec ces diverses influences de l'empire, et notamment la topographie sacrée, avec l'arrivée progressive des chrétiens. Jas Elsner (chapitre 4) aborde les transformations de Rome liées à la christianisation au IV^e^ siècle. Bien qu'à l'origine la religion chrétienne fût une religion sans image, elle emprunte peu à peu au paganisme la culture des objets tels que les amulettes, les reliques, les inscriptions, afin de convertir le plus efficacement possible les fidèles. Deux exemples particulièrement importants pour le IV^e^ siècle permettent de montrer la stratégie des chrétiens pour s'approprier Rome en s'appuyant sur l'héritage polythéiste : le Calendrier de 354 et le sarcophage de Junius Bassus (mort en 359).

Or ce *melting-pot* typiquement romain n'aurait pas existé sans une immigration continuelle et inouïe que trois chapitres s'attachent à analyser. Willen Jongman (chapitre 5) montre que l'urbanisation exceptionnelle de l'Italie romaine et de la capitale en particulier a largement reposé sur l'immigration. Il va à l'encontre de l'idée répandue depuis les historiens antiques que la croissance urbaine de Rome était due à l'émigration des paysans vers la cité : en effet, d'une part, la dépopulation rurale n'aurait pas suffi à remplir la ville pendant plusieurs siècles ; d'autre part, l'archéologie prouve que les petites exploitations céréalières n'ont pas disparu. Si la population urbaine croît, c'est surtout par l'arrivée continuelle d'esclaves appelés à occuper une place de plus en plus importante dans la société romaine, chez les sénateurs et les chevaliers surtout. Le chapitre 7, écrit par Neville Morley, se présente sous la forme originale d'un scénario de film qui retranscrit les voix d'immigrés arrivés dans une Rome surpeuplée et affairée. Avec leurs métiers variés, ils ont deux points en communs : ils répondent aux besoins d'une élite enrichie par les conquêtes et, souvent, ils ont assez de succès pour s'offrir des tombeaux ou attirer l'attention des écrivains. Umbricius, le personnage de Juvénal, exprime l'opinion des habitants plus anciens de Rome, qui craignent la dissolution des rapports sociaux et une perte d'identité. Walter Scheider (chapitre 8) confirme le fait que seule une forte immigration étalée sur plusieurs siècles peut justifier la croissance urbaine de Rome, d'autant que la mortalité était extrêmement élevée en ville : Rome était aussi la capitale des épidémies et des infections, parmi lesquelles la malaria faisait un nombre considérable de victimes chez les immigrés.

Enfin, deux chapitres donnent une idée de la façon dont Rome était perçue depuis les provinces, notamment depuis Carthage. En étudiant les différents récits de la révolte de Gordien, gouverneur d'Afrique en 238 ap. J.-C., Richard Miles (chapitre 6) démontre que Carthage, dans les textes littéraires, est comme une lentille à travers laquelle la position de Rome comme support de l'empire peut être explorée ou même réévaluée. Greg Woolf (chapitre 10) aborde aussi, mais dans un autre domaine, le problème de l'image de Rome dans les provinces. Les textes littéraires, à l'époque impériale, présentent Rome comme une capitale littéraire, une « cité des lettres » habitée par des écrivains aux préoccupations strictement littéraires. Or cette image, qui relève de la pure création littéraire de la part d'une élite romaine cherchant à se distinguer, a dupé les provinciaux qui ont lié leur propre romanité à leurs compétences en matière de littérature latine. Quoi qu'il en soit, Rome « cité des lettres » représentait dans tous les esprits la capitale culturelle incontournable. Cette image et ce statut exceptionnels persistèrent même dans l'Antiquité tardive, alors que Rome n'était plus une capitale politique ou administrative, car la cité était si profondément inscrite dans les textes majeurs de l'empire qu'elle ne pouvait pas disparaître. La nouvelle Rome de l'Hellespont indiquait le pouvoir des empereurs, mais l'ancienne Rome montrait les limites de ce pouvoir.

Encore aujourd'hui, pour nous aussi, Rome est une *cosmopolis*, le centre et le condensé d'un immense territoire : les textes, les monuments, les inscriptions contribuent en effet à créer un lien indissoluble entre la cité et son empire.

Marie ALLORGE.

Alan K. BOWMAN, Hannah M. COTTON, Martin GOODMAN, Simon PRICE, *Representations of Empire. Rome and the Mediterranean World* (Proceedings of the British Academy, 114) : Oxford, 2002, 196 pages.

Les contributions de ce livre, réunies à l'occasion d'un colloque sur Rome et le Monde méditerranéen, sont offertes par ses élèves au Professeur Fergus MILLAR, dont l'imposante bibliographie figure à la fin du volume ainsi que l'annonce de ses travaux en cours (p. 181-188). En dépit d'un titre passe-partout, les études ici réunies ont pour point commun de tenter de jeter un regard extérieur, à partir des provinces essentiellement, sur l'Empire, en hommage à l'enseignement du maître, successeur et continuateur de R. SYME et d'A. MOMIGLIANO.

John NORTH (*Introduction : Pursuing Democracy*, p. 1-12) établit un parallèle entre les recherches de Fergus MILLAR sur les rouages de la politique à Rome (la publicité donnée aux projets de lois, le contrôle du calendrier, l'écart entre le discours officiel et la réalité...) et les engagements de l'historien dans la vie universitaire anglaise, à la tête du *Council for Academic Autonomy* en particulier... *No comment*.

Amélie KUHRT (*Sennacherib's Siege of Jerusalem*, p. 13-33) revient sur un épisode célèbre de l'invasion du royaume de Juda par le roi d'Assyrie Sennachérib en 701 avant J.-C., relaté à la fois par les sources assyriennes (notamment les stèles de Ninive et les annales de Sennachérib) et les sources bibliques (Livres des Rois, Chroniques). Pour évaluer l'historicité des faits rapportés, la confrontation des sources, rarement possible pour une période aussi reculée, doit être menée en tenant compte des apports de l'archéologie et replacée dans la perspective générale de l'histoire du Proche-Orient antique. L'historienne montre avec prudence comment les textes littéraires reflètent l'évolution des rapports de force entre l'Assyrie et les royaumes voisins, malgré leur imprégnation idéologique.

Dans une contribution fort documentée qui ne manquera pas d'intéresser les lecteurs d'Hérodote et d'Ovide, Stephen MITCHELL (*In Search of the Pontic Community in Antiquity*, p. 35-64) étudie l'identité ethnique et politique des habitants du territoire pontique, de la colonisation grecque à la conquête romaine, en commençant par une analyse de l'origine du nom *Pontus* et de son dérivé *Ponticus*, et de leurs implications sémantiques. Les perspectives ont été faussées, chez les Anciens, sinon chez les Modernes, par l'utilisation anachronique du concept même de Pont dans les sources impériales grecques et latines, où l'on se réfère au royaume de Mithridate Eupator et à la création de la province romaine du même nom, comme s'il s'agissait d'une entité bien établie, au risque de minimiser la bigarrure de ces contrées.

Daniel R. SCHWARTZ (*Rome and the Jews : Josephus on « Freedom » and « Autonomy »*, p. 65-81) analyse de manière très serrée quelques passages apparemment contradictoires des *Antiquités juives* (14, 77 ; 17, 227) où Flavius Josèphe oppose, puis concilie, liberté et domination romaine. Plusieurs facteurs doivent être pris en compte : la distinction entre ἐλευθερία et αὐτονομία ; le partage entre liberté religieuse et liberté politique ; l'évolution personnelle de l'auteur entre la rédaction de la *Guerre des Juifs* et celle des *Antiquités* ; l'approximation de son

grec, influencé par celui de Thucydide, d'où une terminologie anachronique ; l'utilisation de différentes sources, en particulier Nicolas de Damas. Une leçon d'herméneutique par l'un des meilleurs connaisseurs de l'histoire juive antique.

L'étude de Katherine Clarke (In arto et inglorius labor : *Tacitus's Anti-history*, p. 83-103), exclusivement fondée sur une bibliographie anglo-saxonne, s'interroge sur les raisons qui ont pu pousser Tacite à écrire sur une période qu'il déprécie lui-même (*Annales*, 4, 33). L'historien joue de manière paradoxale sur les conventions du genre (cadre faussement annalistique, point de mire géographique, dévalorisation de la matière...) comme si l'histoire, rendue impossible ou dangereuse par le Principat, devait laisser la place à l'historiographie, conçue comme une démarche réflexive sur le travail des historiens (« how can we write a history of anything ? » s'interroge l'auteur p. 84) ainsi que le montrent l'accusation portée contre l'historien Cremutius Cordus et le plaidoyer qu'il prononce (*Annales*, 4, 34).

Paul Zanker (*Domitian's Palace on the Palatine and the Imperial Image*, p. 105-130) explique comment la nouvelle résidence de Domitien sur le Palatin a servi sa volonté d'instaurer un nouveau type de relation entre le *princeps*, le Sénat et la foule. L'auteur évoque en particulier l'impressionnante *Cenatio Iouis*, qui pouvait contenir jusqu'à 180 invités, tenus à distance de l'empereur, ainsi sacralisé, et le cérémonial des *conuiuia* impériaux qui s'y déroulaient. L'article est illustré de belles planches (p. 115 : *Pan.* 47, 5, corriger : *semper*).

Werner Eck (*Imperial Administration and Epigraphy : In Defence of Prosopography*, p. 131-152), après avoir rappelé que notre connaissance de l'administration impériale dépend des informations que le matériel épigraphique donne sur des personnes précises, réexamine, exemples à l'appui, la question controversée de l'avancement et des promotions dans la carrière administrative sous l'Empire. Peut-on parler de règles et de normes ? Oui, répond l'auteur, pour le *cursus honorum* des sénateurs, mais de règles non écrites, qui faisaient partie de la mémoire collective de leur ordre. Le patronage et les lettres de recommandation ne pouvaient précisément être efficaces qu'en respectant ces règles, qui relevaient non de la loi mais d'une norme sociale et politique. Quant à l'attribution des gouvernements de provinces, il devait y avoir là aussi des règles et des traditions conservées par la chancellerie impériale. La plupart des empereurs se montraient soucieux de les respecter, qu'il s'agisse du cursus sénatorial, des carrières procuratoriennes équestres ou, dans une moindre mesure, de la carrière des affranchis.

Peter Garnsey (*Lactantius and Augustine*, p. 153-179), s'appuyant sur une bibliographie équilibrée, souhaite dépasser, dans le parallèle qu'il établit entre Lactance et Augustin, l'étude de l'intertextualité, souvent réduite à l'état de fragments ou de textes isolés, pour établir une comparaison de la pensée des deux auteurs, malgré la différence des époques, sur des points aussi centraux que la définition de la vertu et du souverain bien, l'attitude à l'égard du paganisme, le lien entre *religio* et *sapientia*, la pensée politique et la justice. L'œuvre de Lactance, plus riche qu'on ne le croit généralement, a retenu l'attention d'Augustin.

Comme on le voit, ce recueil de qualité couvre les différents domaines où s'est magistralement illustré Fergus Millar.

Jacques-Emmanuel Bernard.

Karen Piepenbrink, *Konstantin der Große und seine Zeit* (Geschichte kompakt — Antike) : Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2002, 139 pages.

Ce petit volume consacré à une période particulièrement importante et mouvementée de l'histoire romaine est intéressant à maints égards.

Tout d'abord, une préface de l'éditeur Kai Brodersen présente les objectifs de la collection « Geschichte kompakt — Antike » : mettre à la disposition de tous ceux qui étudient l'histoire ancienne à l'école ou à l'université une introduction factuelle et concise aux thèmes importants de la période concernée, soit à l'usage des autodidactes, soit comme lecture complémentaire à un cours ou à un séminaire. Il n'implique donc pas de connaissances préliminaires : les sources sont présentées en traduction, l'exposé des faits s'appuie sur l'état le plus récent de la recherche et le texte fait suite à des séminaires, il a donc été testé sur des étudiants de premier cycle. L'auteur, Karen Piepenbrink, enseignant-chercheur à l'Université de Mannheim, remplit pleinement les objectifs de la collection pour ce qui concerne la période qui s'étend des débuts de la tétrarchie à la mort de Constantin. Treize chapitres clairement définis et subdivisés tentent une réponse à la fois synthétique et critique aux grandes questions controversées que continue à poser le règne de Constantin et qu'elle pose elle-même pour l'essentiel dans son introduction : Constantin était-il chrétien ? Quel rôle a-t-il joué dans la christianisation de l'Empire romain ? Quelle est l'importance de sa politique dans la formation de l'État romain de l'Antiquité tardive ? Quelles ont été à long terme les conséquences de son règne pour l'Empire romain, pour l'Église catholique, sur les relations entre l'Église et l'État, entre l'Orient grec et l'Occident chrétien ?

Ces questions complexes sont abordées de manière circonstanciée à partir d'une mise au point détaillée de la situation de l'empire au moment de la « crise » de 235-284 et de l'avènement de Dioclétien. Chaque chapitre commence par un aperçu chronologique de la période abordée, suivi de l'exposé des événements. Les concepts peu connus des non-spécialistes font l'objet de définitions précises dans le contexte de leur époque (à titre d'exemple, p. 2 : « usurpation », p. 32 :« damnatio memoriae », p. 49 : « labarum »), les auteurs anciens sont présentés de manière claire et concise (p. 38 : Lactance et Eusèbe dans le contexte de la victoire de Constantin sur Maxence et de sa « conversion ») ainsi que les autres sources (exemple p. 40 : Inscription de l'Arc de Constantin, ILS 694, citée en traduction). On peut suivre pas à pas la prise de pouvoir de Constantin, les querelles dynastiques, sa politique intérieure et extérieure, ses rapports avec l'Église, sa lutte contre les hérésies et la naissance de Constantinople. On eût aimé avoir un aperçu des thèses en présence sur les origines de Constantin, mais il faut reconnaître qu'il n'aurait pas ajouté beaucoup au récit de son règne ni apporté de contribution décisive à la question centrale de l'ouvrage : le règne de Constantin a-t-il été un « tournant » dans l'évolution de l'Empire romain (le terme allemand « Wende » a une connotation politique plus marquée que sa traduction française) ? La réponse de l'auteur (p. 131) est négative. Les transformations qui différencient l'Antiquité tardive des débuts de l'empire ont été introduites par les tétrarques et Constantin n'a fait que les poursuivre et les compléter. De même à l'intérieur de l'Église catholique, il a davantage renforcé des tendances existantes qu'introduit de véritables innovations. Ces constatations n'enlèvent toutefois rien à l'importance de son règne pour l'Empire romain, en particulier pour ce qui concerne le développement du christianisme, la coopération entre l'Église et l'État ainsi que la christianisation du concept de pouvoir impérial.

La bibliographie ne se veut pas exhaustive, mais sélective et critique. Une brève notice accompagne en effet chaque titre cité. Quant à l'index, il permet de retrouver aisément les principaux thèmes et les noms propres cités dans le livre.

La traduction française de ce petit livre clair, synthétique et précis rendrait de grands services.

Cécile BERTRAND-DAGENBACH.

Jairus BANAJI, *Agrarian Change in Late Antiquity. Gold, Labour, and Aristocratic Dominance* : Oxford, Oxford Classical Monographs, 2002, 286 pages.

De ce livre important — son commentaire nourrirait un cycle de conférences à l'EPHE ou à l'EHESS — ne me fut d'abord communiqué que le chapitre monétaire. A la demande d'*Antiquité Tardive*, je m'intéressai donc plus particulièrement à une donnée numismatique qui prolongeait mes propres réflexions : alors que les trésors d'or du IV^e^ s. p. C. dessinaient par leur composition un arc chronologique d'une vingtaine d'années, ceux des siècles suivants étendaient nettement cette durée. L'Auteur, notant une usure en conséquence, avançait l'hypothèse que, du V^e^ au VII^e^ s., les *solidi* passaient par davantage de mains et que, les campagnes étant ainsi irriguées, il convenait de postuler une intensivité des échanges, productrice, à son tour, d'une probable prospérité.

Maintenant que, dans son ensemble structuré, le livre m'est accessible, je conçois mieux son ambition qui est de réfuter les dogmes de Max WEBER sur l'économie post-classique. Dans les pages des *Agrarverhältnisse im Altertum*, le capitalisme, avec ses outils financiers, apparaissait impossible, lié qu'il était à la systématisation de l'esclavage. Or, dès 1932, ce schéma explicatif vacillait sous les coups portés par l'admirable *Geld und Wirtschaft im römischen Reich des vierten Jahrhunderts n. Chr.* de Gunnar MICKWITZ : celui-ci, par l'adération, réintroduisait la monnaie. L'analyse fut ensuite réorientée par les *Aspetti sociali del quarto secolo* de Santo MAZZARINO : on était en 1951 et la prédominance de l'économie naturelle, peut-être (cf. *infra*) d'une façon excessive, était définitivement battue en brèche.

Sous le patronage du grand Italien relayant le Finlandais trop tôt disparu, J. BANAJI s'engage à son tour, en choisissant l'Égypte comme terrain d'élection. Il connaît jusqu'en ses derniers développements la documentation papyrologique, mais il a lu aussi de fort près Roger RÉMONDON et Jean GASCOU. Puisqu'il est hors de question de s'attarder sur les innombrables remarques touchant la démographie, les modes d'occupation du sol et la diversification de l'habitat (domaines, enclaves, villages), la variété des strates socio-politiques et l'évolution d'une génération à l'autre, l'interaction de la rente et de l'impôt, les statuts paysans, je voudrais focaliser l'attention sur ce qui ressemblerait au cercle vertueux de l'or. La fin du IV^e^ s. voit le paiement en espèces des soldes et traitements ; une nouvelle couche des offices en résulte, ingénieusement comparée à la *nomenklatura* stalinienne ; dépourvus des rigidités sénatoriales de l'*Vrbs Roma*, ces bénéficiaires du métal jaune acquièrent des terres ; en tant que propriétaires, à la fois autonomes et solidaires, ils acquittent leurs taxes en numéraire et tout autant ils reçoivent des fermages sous la même forme ; ce faisant, les voici susceptibles de payer, souvent par des avances, une abondante main d'œuvre qui, louant ses bras contre rémunération, alimente les marchés voisins. Le *solidus* n'est pas bloqué dans les réserves urbaines : il pénètre plus ou moins la totalité du pays et, accroissant la demande, il suscite l'offre et l'investissement.

À une telle reconstitution trois objections viennent à l'esprit ; elles sont d'importance inégale. On pourrait d'abord représenter que l'Égypte est un cas spécial. Quel est cependant le sens de cette singularité, dès lors que, sous Justinien, plus du tiers des revenus provient de la vallée du Nil ? Ensuite, il y aurait lieu de revenir sur la précédente observation concernant la *Naturalwirtschaft*. À notre avis, durant l'époque où, de *ca* 280 à *ca* 380, le sesterce n'est plus la référence et le sou ne l'est pas encore, c'est-à-dire pendant les décennies où le denier s'effondre, l'administration a visiblement maintenu pour norme l'annone des fonctionnaires. Par conséquent, les 4/5es du IV^{e} s. déterminent une période de transition où ne s'appliquent pas les caractéristiques retenues par J. Banaji. Et c'est aux entours de ce problème que naîtrait notre troisième réticence. On cerne l'aristocratie alexandrine du III^{e} s. ainsi que quelques groupes du milieu du IV^{e} s. En revanche, les textes manquent pour éclairer la charnière de ce IV^{e} s. et du V^{e}. De ce fait, non seulement l'intrusion militaire, mais aussi la modification du corps municipal nous échappe. Au VI^{e} s., des dossiers denses surgissent ; les mutations monétaires et sociales sont en place, laissant dans l'obscurité la genèse du monde excellemment résumé par les titre et sous-titre du livre. De la sorte, le V^{e} s. demeure un mystère, ce qui signifie pour l'historien l'opacité du divorce intervenu entre les deux *partes* de l'Empire : au poids des événements durent s'ajouter les faits de population, les aléas des politiques fiscales et beaucoup d'autres causes qu'il reste à valoriser. Toutefois, par le contraste qu'il établit avec le VI^{e} s., J. Banaji nous aide considérablement à saisir, du moins « en creux », le saut qualitatif réussi par l'Orient romain, et cela, nonobstant les changements de fortune, jusqu'à la conquête arabe.

J.-P. Callu.

Histoire des religions.

U.M. Liertz, *Kult und Kaiser. Studien zur Kaiserkult und Kaiserverehrung in den germanischen Provinzen und in Gallia Belgica zur römischen Kaiserzeit*, Acta Instituti Romani Finlandiae, vol. XX : Rome, 1998, 250 pages, 3 cartes

Voici un livre bien déconcertant, tant par le cadre géographico-administratif choisi que par son point de vue. Considérer le culte impérial dans les provinces de Gaule Belgique et des Germanies est une idée singulière puisque la Gaule Belgique fait partie des *Tres Galliae*, dont une des manifestations de solidarité les plus éclatantes est la célébration commune du culte impérial à l'Autel de Lyon, ce qui suffit à la distinguer radicalement des Germanies. Que culturellement, par leur situation à l'extrême nord-est de l'empire, ces trois provinces de Belgique et des Germanies partagent des caractéristiques ; que peuplement celtique et peuplement germanique y soient étroitement imbriqués dans certaines zones ; que leur gestion financière ait été en partie commune, tout ceci ne suffit pas à combler cette disparité. Encore celle-ci eût-elle pu être exploitée si l'auteur avait fondé sa problématique sur la comparaison entre une province pour laquelle le culte fédéral était attesté et les autres, pour lesquelles on ne dispose pas de témoignage sur ce point essentiel. Axé sur cette interrogation, le livre aurait été justifié. Or paradoxalement, sans doute parce que le sujet a été amplement abordé par d'autres, l'Autel du Confluent est presque absent, quand il eût été intéressant d'évaluer la place que la